

tribune

socialiste



**spécial
bilan**

● **REGIME :**
la voie
étroite

● **CHILI :**
message
de luttes
et d'espoir

● **LUTTES :**
LIP 73
USINOR 74

Directeur politique : Gérard FERAN.

Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.

Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.

Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALLUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. : 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566.45.64

Administration : 566.45.37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770.40.18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE : joindre la dernière bande avec 2 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

DECOUVERTE ET CULTURE

Loisirs

organise des voyages au

PORTUGAL

(15/7 - 31/7) (1/8 - 15/8)

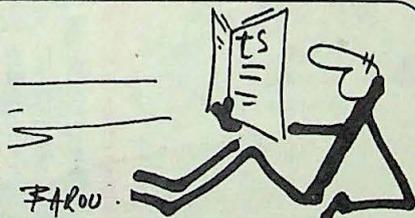
(15/8 - 31/8)

(Transport train - Rencontres avec syndicalistes, militants ouvriers, pêcheurs ...)

LISBONNE, SETUBAL
PORTO, COUMBRA, GUARDA

94, rue Notre Dame des Champs
75006 PARIS - tél 325 00 09

RENDEZ-VOUS EN SEPTEMBRE



Promis et annoncé à grand fracas, le nouveau TS montera ses 24 pages après l'été. D'ici là nous avons décidé de surseoir à l'augmentation inévitable du numéro et de l'abonnement qui seront fixés, à la rentrée, à 3 F et 80 F. Ça, c'est une publicité non mensongère — ce qui devient rare. Abonnez-vous ! Réabonnez-vous ! Abonnez vos amis !

un nom :
une adresse :
et un chèque de 60 F

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65

Notre petite voix...

Nous voici donc occupés à boucler le dernier numéro de l'année. Tribune Socialiste disparaît dans les sables des vacances, avec, en point de mire, le rendez-vous de la rentrée. Occasion, peut-être, pour cette dernière parution, de décrocher un peu de l'actualité immédiate : les vingt-quatre pages dont vous entamez la lecture se proposent de dresser comme un bilan, de tendre la toile de fond tissée au fil des semaines, où se déroule la vie quotidienne des Français. Combat sans trêve sur le petit théâtre d'opération hexagonal, partie d'un vaste ensemble aux dimensions mondiales qui partout dresse les uns contre les autres les maîtres et les esclaves, les exploités et les exploités, les bourreaux et les victimes. Un combat qui s'appelle, toujours, la lutte des classes.

le rôle de TS

Occasion, aussi, de réfléchir à notre rôle, à notre place. Le rôle, la place d'un journal comme Tribune Socialiste. Diabole ! Après l'évocation planétaire qui précède, voilà de quoi se donner le frisson. Et il n'est même pas besoin d'élargir l'horizon au-delà des limites nationales pour que nous ayons la claire conscience de la faiblesse de nos moyens.

Dans une société économiquement développée comme la France, s'il subsiste encore une marge importante de misère vraie, où le combat pour la subsis-

tance même est toujours d'actualité, il n'est pas sûr que le front prioritaire soit toujours l'instance économique.

Certes, les inégalités sont plus que jamais scandaleuses et l'opulence s'étale sans vergogne aux portes de la gêne. Mais la France n'est pas le Sahel et l'on ne meurt plus guère de faim dans les rues des capitales de la vieille Europe. Il serait vain de nier ce que la croissance industrielle, le progrès scientifique et technologiques — avec l'aide efficace, il est vrai, des grandes luttes ouvrières — ont apporté d'amélioration et de mieux être dans la vie de tous. Le plus grand nombre peut penser bénéficier peu ou prou des retombées du profit, qui reste pourtant l'apanage de quelques uns.

Pourtant, semble-t-il, l'insatisfaction ne cesse de croître. Et nous tous, ou presque tous, enfants de l'opulence, nous débattons dans une tunique qui nous colle à la peau, modernes Nessus. S'il est vrai que « la révolution doit s'arrêter à la perfection du bonheur », nous sommes en retard de plusieurs révolutions...

Le mouvement ouvrier n'a certes pas attendu le saut de Mai 68 pour se poser un certain nombre de questions qui sont aujourd'hui au cœur du débat qui le traverse. La nouveauté est que, depuis Mai, le stade est dépassé d'un débat de prophètes et que les interrogations traver-

● Ecole secondaire, pédagogie nouvelle, créée par parents-enseignants-enfants regroupés, ouvre à la prochaine rentrée. Permanence jusqu'en sept. le samedi de 15 à 18 h. chez : S. SAISSE, 97, rue de la Santé 75013 PARIS Tél. : 535.87.82 ou 548 38 69.

● LIP : sur des bruits qui courent...

Des bruits couraient ces dernières semaines à Besançon. Des vilains bruits qui ont justement alertés les travailleurs de Lip, ceux du dedans — et ceux du dehors. Que colportait donc la brise d'été soufflant sur les hauteurs de Palente ?

Deux choses :

1) le préfet de région et le patronat s'occuperaient activement, depuis quelque temps, de chercher des emplois à l'extérieur de l'entreprise :

2) les stages de formation professionnelle, dont un nouveau cycle doit commencer à la mi-août, après douze jours de vacances, ne seraient

ouverts, cette fois, qu'à ceux des Lip qui auraient déjà reçu l'assurance de la réembauche.

Deux rumeurs dont on pourrait aisément déduire que la nouvelle direction de Lip a d'ores et déjà fait l'impasse sur une centaine de travailleurs.

Emoi légitime de la section CFDT de Lip : réunion du personnel. Tracts. Demandes d'explications.

La réponse de la direction est arrivée sous forme d'un communiqué en début de semaine : Neuschwander faisait savoir que la totalité du personnel non encore reclassé (360 salariés) poursuivrait le stage jusqu'à la fin de l'année, comme prévu. Et que confor-

PRENEZ CONTACT

Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession

sent maintenant les plus larges masses. Confusément, certes et il reste beaucoup à faire. Mais le courant est passé, et la grande question du bonheur se pose aujourd'hui en des termes nouveaux, où l'être l'emporte enfin sur l'avoir, le plus être, sur l'avoir plus.

Ce n'est pas seulement important : c'est déterminant. Il faut se battre — et nous continuerons à le faire — pour que toutes les richesses que produisent le travail et l'intelligence des hommes soient plus également réparties entre tous. Mais nous savons bien que le capitalisme, qui est puissant et solide malgré les contradictions qu'il fait naître, ne sera pas battu sur le seul terrain économique. Nous savons bien quelle est sa capacité de récupérer d'une main ce que le combat ouvrier l'a forcé à donner de l'autre. C'est en l'attaquant, en même temps et avec la même vigueur, sur le front politique et sur le front idéologique, que nous créerons les conditions de sa défaite. Et lui aussi le sait.

le combat d'idées

Est-ce à dire que le terrain des idées et des comportements nouveaux n'offre aucune prise à la récupération ? Certes non. Il n'est même pas besoin d'aller chercher les exemples dans les avatars de la « nouvelle gauche » américaine, ou d'évoquer la « permissive society » à l'anglaise : c'est sous nos yeux, en France, qu'une droite intelligente, sous la houlette de Giscard, est en train de nous

administrer la preuve du contraire. Le capitalisme peut très bien s'accommoder d'un pourcentage non négligeable de marginaux, pourvu que ceux-ci se contentent de vivre leur marginalisme sans se soucier du combat politique des masses. Mais les choses deviennent sérieuses du jour où ce sont ces masses qui reprennent en compte le combat d'idées, qui rejettent les valeurs de la société bourgeoise, qui en imposent de nouvelles, qui revendiquent d'autres choix, d'autres modes de vie, de comportement, d'échanges, de dialogue... Vivre autrement, une autre vie, d'autres rapports sociaux, d'autres rapports de travail et de loisirs, d'autres rapports à soi-même, à son propre corps. Quand monte dans le corps social ces revendications nouvelles, dont sont d'abord porteurs les couches les plus aliénées — les jeunes, les femmes, les minorités de tout ordre : ethniques, sexuelles, etc. — alors le capitalisme commence à vaciller sur ses bases, alors le vieux monde sent qu'il est mortel.

Et nous voilà revenus au rôle d'un journal comme TS. Ces revendications nouvelles qui montent et s'expriment de partout en France, depuis Mai 68 en particulier — au travers des luttes les plus diverses, celle des Lip, comme celles pour le droit à l'avortement ; celles des travailleurs immigrés comme celles des prisonniers, ou des militaires du contingent ; celle des filles de Cerizay, comme celle des paysans du Larzac — elles réclament qu'on les porte, qu'on les raconte, qu'on les explique. Qu'on montre ce qui les lie aux unes aux autres, comme

elles se répondent et s'épaulent et se fécondent entre elles. Comment elles s'inscrivent dans le grand combat d'ensemble pour le socialisme et la liberté. Et c'est — bien sûr — ce que le Pouvoir ne peut tolérer.

Le combat est terriblement inégal : ils ont tout pour eux : la télévision, les radios, les grands journaux, tous les véhicules de l'information et de la culture qu'ils dressent comme autant de barrières aux idées nouvelles. Leurs machines à conditionner, à endormir, à démobiliser fonctionnent à plein rendement, à longueur de journées. Nous — et quelques autres — sommes là pour nous battre, à contre-courant, sans argent, sans moyens. Et faire un journal, aussi modeste soit-il, coûte de plus en plus cher.

Nous arrêtons le journal pendant l'été. Nous ne sommes pas assez puissants pour nous permettre d'assurer une parution pendant la relative démobilisation militante des vacances.

tous ensemble

Nous reparaitrons à la rentrée, avec la volonté de faire plus et mieux, de continuer à faire entendre notre voix, bien petite voix, dans la grande cacophonie de la presse bourgeoise. Nous aurons besoin de votre aide, plus que jamais, pour assurer tous ensemble la relance de T.S. En attendant, nous sollicitons vos idées, vos suggestions pour la réalisation d'une formule nouvelle. Et nous vous donnons rendez-vous pour septembre.

Bernard LANGLOIS

mément à l'accord de Dôle, aucun de ces travailleurs ne serait éliminé de la liste d'attente de réembauche. On apprenait également qu'une réunion devrait avoir lieu prochainement entre les signataires de l'accord de Dôle pour en examiner la bonne application. Dont acte.

Quelques observations :

1) Lip est une victoire ouvrière que n'a toujours pas digéré le patronat local. Lorsque circulent des rumeurs dont la propagation peut porter des coups à une entreprise encore fragile, il n'est pas sans intérêt de savoir qui est à leur origine, et dans quel but.

2) Les accords de Dôle sont, jusqu'à ce jour, respectés et de l'avance a même été prise dans le calendrier de réembauche prévu.

3) Lip est une victoire encore partielle, et qui peut-être effectivement remise en cause. La vigilance s'impose donc, pour les travailleurs de Lip comme pour ceux qui les ont soutenus, et ce jusqu'à, comme nous l'avons toujours dit et écrit, la conclusion du processus engagé par le protocole de Dôle.

● LARZAC, 17-18 août : fête de la moisson

Il y a un an, 80 000 personnes étaient rassemblées au Larzac pour affirmer leur soutien aux 103 paysans menacés d'expulsion pour l'extension du camp militaire. Ce jour-là, un certain nombre de luttes s'étaient rencontrées :

— celle des paysans à qui on veut prendre la terre, leur outil de travail ;

— celle des habitants d'une région que l'on veut détruire et, au-delà, la lutte des occitans contre la colonisation du pouvoir central qui leur est extérieure ;

— celle des travailleurs menacés dans leur emploi (Lip) ;

— celle des jeunes contre l'armée capitaliste, qui les embrigade pour en faire après des travailleurs dociles.

c'est ce qui a fait du Larzac 1973 un symbole.

Le pouvoir a temporisé mais n'a pas reculé. Le tribunal administratif de Toulouse a rejeté le recours déposé par les paysans. Il a confirmé que l'extension du camp est d'utilité publique, qu'il est indispensable à l'armée française.

Armée française ? Il vaudrait mieux dire armée du capital : en effet ce camp sert de terrain de manœuvre aux troupes de nombreux pays, clients de nos indus-

tries d'armement. De plus, il sert à expérimenter des armes nouvelles.

Cette année, le Larzac n'est pas encore sauvé. A l'appel des paysans du Larzac et de l'Association de sauvegarde du Larzac, aura lieu, les 17 et 18 août, une fête de la moisson, sur la base d'un large appel « le blé fait vivre, les armes font mourir », ils proposent un rassemblement de 24 heures.

Horaire de rassemblement, au lieu-dit « le Rajal del guorp » : arrivée sur le plateau le samedi 17 août vers midi. — moissons : 14 h — meeting à 20 h — fête toute la nuit — carrefours le dimanche matin — départ du plateau : dimanche à 14 h.

Cette mobilisation populaire est un événement important pour faire échec à la politique militariste.

Editions SYROS
NAISSANCE D'UNE FEDERATION PSU

Les éditions SYROS vous donnent aujourd'hui l'occasion de lire l'histoire de ceux qui, dans la région du Nord, se cherchèrent pour donner naissance au P.S.U. : Quel fut le rôle de la guerre d'Algérie dans la formation de la fédération PSU du Nord ? Comment le problème des femmes était-il perçu à l'U.G.S. ? Qui était adhérent du P.S.A ? Le P.S.U. était-il un parti anti cléricale, laïque, ou une manœuvre de l'évêché ? La Nouvelle-Gauche, le neutralisme et l'intervention soviétique à Budapest, la guerre d'Algérie de 1954 à 1962 et l'U.G.S., les démêlés du P.S.U. et de l'O.A.S., les licenciements à Fives-Lille et la polémique avec le P.C.F., la grande grève des mineurs de 1963 et tout le reste...

Vous découvrirez tout cela et bien d'autres choses encore dans le livre de Bernard Grelle que nous vous présentons

NAISSANCE D'UNE FEDERATION PSU

préhistoire et histoire des premières années de la fédération PSU du Nord de la fédération PSU du Nord.

200 p. 27 F en souscription

Le ralliement de l'UDR ne se sera pas fait attendre longtemps : les huées qui accueillent le « traître » Chirac, au lendemain de la déroute de Chaban, dans les réunions de la majorité, se sont — magie — changées en bravos. On se souvient opportunément que le premier ministre, après tout, est « des nôtres » : il ne serait pas sérieux de continuer à lui tenir rigueur plus longtemps de sa clairvoyance. Bien sûr, les grands chefs, les barons, continuent de boudier les nouveaux princes ; et Jobert à esquisser des ébauches qui sentent la poudre... Mais le député moyen saura, s'il le faut, « sé défonceur pour Chirac », comme dit le porte-parole de la base, Hector Rolland. Il prête déjà une oreille complaisante aux propos d'Edgar Faure — cet homme si avisé — : « Il faut giscardiser l'UDR ».

L'opération « restructuration de la majorité » est en excellente voie. Elle laisse à Giscard les mains libres sur le plan parlementaire.

Reste à séduire le pays, et là, la partie est d'une toute autre difficulté. Le nouveau régime mise, pour le moment, sur le libéralisme, voire un certain réformisme, associés à une politique d'assistance pour les couches les plus défavorisées. C'est une façon de faire intelligente et réaliste, mais risquée : comment va réagir l'électorat « d'ordre moral » des Royer et Le Pen — et celui de Giscard lui-même — devant des décisions aussi pernicieuses à ses yeux que l'abaissement de la majorité civile ou la libéralisation des méthodes contraceptives, voire de l'avortement ? Ce n'est pas pour cette politique là que les tartuffes de « Laissez-les vivre » ont voté Giscard... Quant aux électeurs des couches populaires, rien n'indique, pour le moment, qu'ils soient vraiment séduits par le plan social annoncé : le dynamisme et l'optimisme dont la gauche continue de faire preuve après sa courte défaite semblent au contraire indiquer que l'électorat de François Mitterrand reste mobilisé et décidé à prendre au plus vite sa revanche : le sondage SOFRES - Nouvel Observateur de ce lundi est à cet égard significatif (1). C'est une pierre dans le jardin giscardien.

Quoi qu'il en soit, Giscard n'a pas le choix, s'il veut réaliser la tâche pour laquelle il a été placé à l'Élysée : assurer le développement du capitalisme international et mener à bien la restructuration du capitalisme français. Ce qu'explique ici Jean Le Garrec.

B. L.

(1) Intentions de vote en cas de législatives : 51 % pour la gauche...

Lélection de Valéry Giscard d'Estaing est une étape importante dans l'évolution du capitalisme français. L'effacement du « gaullisme » permet le dépassement de certaines contradictions qui, dans le passé, ont parfois pesé lourd.

Contradictions entre une volonté d'indépendance, un langage nationaliste, même s'il n'existait pas les moyens de cette politique (voir Jobert) et l'emprise grandissante sur la vie économique et politique du pouvoir des monopoles et des multinationales (relations Abelin ITT, famille V. Giscard d'Estaing et IBM). Plus que jamais, la dépendance française s'aggrave, non seulement pour le problème crucial de l'énergie, mais aussi à tous les niveaux du domaine de la technologie avancée. De plus, l'enjeu pour les multinationales n'est plus le contrôle des centres de production comme dans la période de la reconstruction économique après la guerre, ni des centres de gestion comme il y a encore quelques années, mais uniquement des circuits financiers et des centres de profits (généralisation de la politique des royalties, et libéralisation apparente de la capacité décisionnelle des filiales). Les centres de décision s'éloignent de plus en plus tout en pesant fortement sur les relations entre pays. Sur le plan international, les conséquences de l'élection de Giscard d'Estaing sont déjà claires, après les concessions tarifaires des Neuf aux USA, après les négociations sur

l'or qui vont donner un ballon d'oxygène aux pays européens, en particulier la France, et l'Italie, la réunion du 26 juin à Bruxelles contribue à rétablir l'ensemble du système de rapports privilégiés entre l'Europe et les USA. C'est la fin du partner-ship, les USA convoquent leurs vassaux, et la réunion d'Ottawa du 18 juin marque probablement l'amorce du retour de la France dans l'OTAN. Les succès apparents de Nixon au Proche-Orient et réels en Europe effaceront peut-être le scandale de Watergate ; docilement, Chirac et Giscard vont apporter leur contribution à cette opération de ravalement.

un nouveau profil

Contradiction entre l'image d'un personnel politique discrédité (la république des copains et des coquins) soutenant encore, peu ou prou, le mythe gaulliste et le profil des hommes détenant le pouvoir ; dans les grands secteurs publics ou privés, énarques, technocrates formés à l'école du management américain, soucieux d'efficacité et de réussite dans les réalisations insensibles aux thèmes moralisants et au concept nationaliste, hommes plus attachés à la discrétion et au pouvoir réel qu'aux apparences du pouvoir, passant du public au privé et au politique sans difficultés, entretenant soigneusement des réseaux compliqués de relations qui ne sont pas de « copinage », mais de reconnaissance



mutuelle, pour certains d'entre eux ayant tâté de la « gauche » — il y a dix ans — ce sont les mêmes que l'on retrouve dans les centres du pouvoir réel, non pas le gouvernement, mais le cabinet du Premier ministre et surtout le cabinet présidentiel.

L'harmonisation des différents niveaux de la vie politique va pouvoir se faire et, peu à peu, l'action possible de Giscard se précise : il s'agit de s'appuyer sur les USA et de créer les conditions d'une maîtrise des mouvements sociaux, afin d'assurer le climat indispensable au large développement du capitalisme multinational et, à la deuxième étape de restructuration du capitalisme national. Cette politique peut s'articuler autour de trois points :

● **Capacité d'aménager le système et de faire des réformes** : il est clair que les actes seront en-deça des paroles et des promesses, mais les réalisations seront importantes, les « imbéciles » UDR qui n'avaient rien compris aux nécessités du capitalisme sont politiquement morts et le patronat moderniste est disposé à bien des sacrifices, peu coûteux : droit de vote à 18 ans, loi d'amnistie, semblant de justice dans la répartition des sacrifices fiscaux, taxes sur les plus-values. On trouvera les moyens de faire taire M. Bas afin de libéraliser plus nettement le projet de loi sur l'avortement ; on évoque, avec la complicité de certains patrons, l'ouverture des conseils d'administration aux représentants des organisations ouvrières (politique Brandt). Battus par la volonté de l'UDR au Conseil de Paris, les Républicains Indépendants reprennent l'offensive par l'intermédiaire du cher Valéry, en s'opposant au projet de la voie express « rive gauche » : « la ville doit s'adapter à la voiture », disait Pompidou ; on affirme maintenant que c'est la voiture qui doit s'adapter à la ville... le champ du possible, sans remettre en cause le pouvoir de l'argent, est très large et peu importe le prix réel qui est celui de la soumission d'un pays aux volontés du capitalisme international.

● **Politique d'assistance aux couches défavorisées et aux laissés pour compte de l'expansion** (salaires sans qualification, vieux, artisans, etc.) : politique à deux volets qui consiste à étrangler proprement, en étouffant les cris excessifs, les milliers d'artisans et de commerçants qui ne sont plus adaptés à l'évolution du capitalisme. Ceci a été fait pour la population agricole (élimination en 20 ans de presque trois millions d'exploitants avec un objec-

étroite

tif 1985 qui est d'amener le nombre d'agriculteurs à un chiffre plancher de 1 500 000) et sans troubles graves ; dans le même temps où l'on réduit en apparence les inégalités, en saupoudrant un plan social et en s'attaquant aux revenus les plus élevés. Cette politique ne peut se faire seulement par une pression sur les entreprises, elle doit de plus en plus être à la charge de l'Etat qui doit donc dégager des moyens de financement et en particulier moduler l'inflation. L'expérimentation d'une politique d'assistance a été faite aux USA pour le problème des Noirs, avec des résultats suffisants, puisque permettant d'éviter l'élargissement des conflits brutaux. Assistance directe par l'Etat (on aura ses pauvres comme pourrait le dire Anémone) car il est nécessaire de maintenir la paix sociale et d'élargir la base électorale en partant des couches les plus défavorisées, qui sont généralement les plus perméables au marquage idéologique de la consommation, et qui en sont écartés de par leur statut social.

« crisis management »

● **Permissivité et répression** : Nous ne sommes plus dans le système Marcellin « **gros bâton et ennemi intérieur** ». Du moins en apparence. Poniatowski améliorera les moyens qui peuvent devenir le dernier recours, mais d'abord en les utilisant pour lutter contre la criminalité, en multipliant les initiatives comme celles des gigantesques opérations de quadrillage des jours derniers et en perfectionnant surtout l'information.

Il est clair que l'on s'achemine vers la mise en fichier de la pres-

que totalité des populations et cette pratique se développe pour l'ensemble des pays de civilisation industrielle avancée. Une information sûre permet de mesurer les risques et de canaliser la contestation dans des lieux précis, culturels ou géographiques, soigneusement banalisés (par ex. : le Quartier latin) ; le « **crisis management** » est maintenant une politique étudiée dans les écoles supérieures de direction. Il ne s'agit plus de réprimer les crises, mais de leur permettre de s'exprimer, de les canaliser, de les arbitrer et, d'une manière générale, de les accompagner. Le capitalisme peut s'accommoder parfaitement d'un secteur marginal qui, dans certains cas, devient constructif d'un circuit commercial à haute rentabilité (voir par exemple, la mode vestimentaire des surplus, la musique pop, ect.).

Les bavures, inévitables, montreront par moment le vrai visage d'un Etat qui ne peut que renforcer son système policier à l'exemple des USA, mais la répression se fera plus par l'idéologie, le contrôle, le développement de l'information que par l'utilisation de la force.

Telle est donc la voie où s'engage le char de l'Etat, conduit par Giscard. Voie étroite : les difficultés ne manqueront pas, les unes plus spécifiques à la France, les autres liées aux contradictions fondamentales du capitalisme.

D'abord **spécifiques** : si le Parlement n'a plus que le rôle d'une chambre d'enregistrement, encore faut-il le contrôler. Giscard, pour assurer sa majorité parlementaire, a besoin du soutien de l'UDR ; cela l'amène à quelques compromis (Tomasini est une épine dans son talon) pas

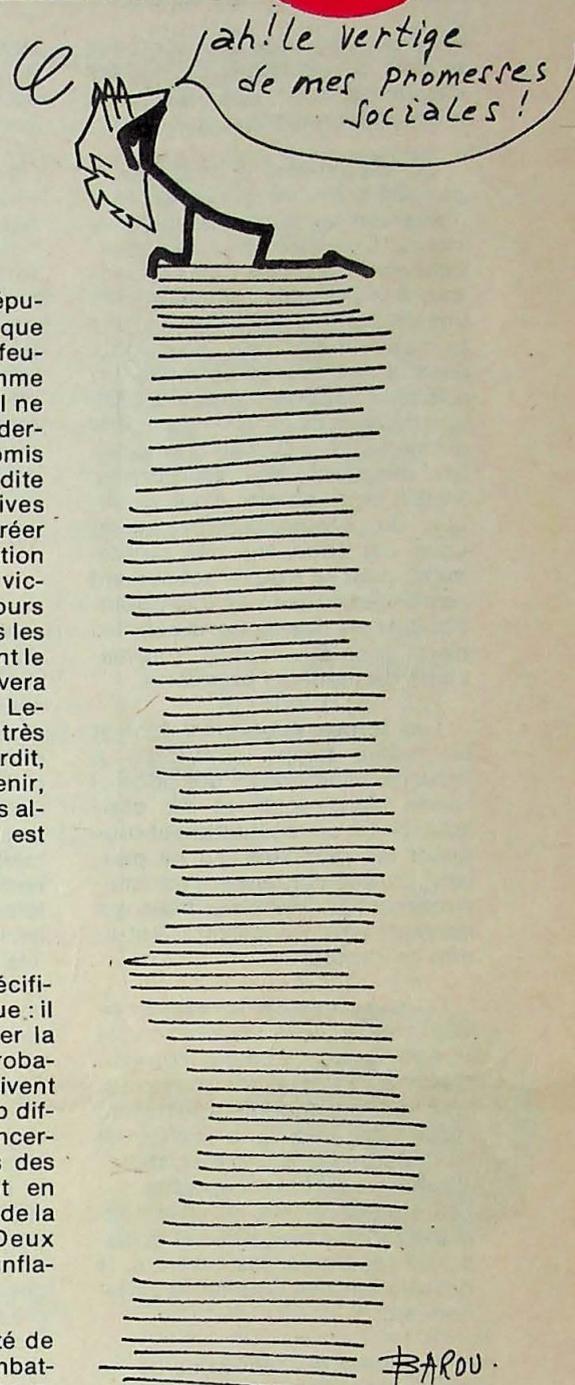
très lourds, la lâcheté des députés UDR ne leur permettant que des attaques sournoises et feutrées. Mais à la longue, un homme ayant le goût du pouvoir total ne peut traîner bien longtemps derrière lui des députés compromis qu'il méprise. Cela accrédite l'idée d'élections législatives sous 18 mois ; encore faut-il créer le climat social et la situation économique permettant une victoire. Giscard pourra toujours acheter les UDR restant, mais les possibilités d'élargir largement le centre sont faibles (il se trouvera toujours des Muller et des Lejeune mais la bipolarisation très forte des présidentielles interdit, pour les quelques années à venir, une modification sensible des alliances actuelles). La marge est donc très courte.

l'inflation toujours

Les autres contraintes spécifiques sont d'ordre économique : il serait erroné d'en surestimer la gravité. L'aide des USA, la probable revalorisation de l'or, doivent permettre de franchir un cap difficile avec, malgré tout, des incertitudes fortes sur les effets des mesures prises concernant en particulier le rétablissement de la balance commerciale. Deux points noirs notamment : l'inflation et l'emploi.

L'inflation, car la nécessité de la moduler plus que de la combattre, afin de dégager les ressources nécessaires au financement du plan social, fait que le niveau en demeurera très fort pour les mois à venir, et probablement l'année 1975. Quels sont les effets pervers de l'inflation, et en particulier le seuil de tolérance au-delà duquel les tensions sociales sont très accentuées ? La démarche est forcément, pour le pouvoir en place, très empirique...

La rareté du crédit, et son prix, impacte fortement le secteur archaïque du capitalisme français, particulièrement celui de la commercialisation, de la distribution et des industries liées à la consommation (par ex. comme les cuirs et peaux, le textile). La seconde étape de restructuration du capitalisme français est commencée, avec des disparitions, des regroupements, une augmentation des investissements étrangers. Les conséquences peuvent être lourdes pour l'emploi, particulièrement à partir d'octobre. Cette évolution structurelle étant voulue par le pouvoir, le seul moyen de maîtrise de la situation est d'accroître le rôle d'assistance sociale de l'Etat. Il ne s'agit pas de contrarier l'évolution capitaliste,



mais d'en atténuer les effets brutaux ; encore faut-il en avoir les moyens !

la crise des grands systèmes.

Le deuxième type de difficultés est, lui, lié aux contradictions fondamentales du capitalisme : une constatation est faite très largement, même si les divergences sont importantes quant aux réponses possibles. Le capitalisme moderne est à un niveau de développement qui fait que **la croissance impose des coûts plus grands que les bénéfices qu'elle engendre** (à un niveau global évidemment, et non pas en raisonnant entreprise par entreprise). Cette analyse est renforcée par le constat récent de ce que l'on désigne par « **la crise des grands systèmes** », aussi bien d'informations et de communications que technologiques. Le gaspillage des ressources, la destruction des richesses naturelles, l'écart grandissant entre le niveau de vie des pays surdéveloppés et celui des pays sous-développés, les contradictions entre la surproduction des

P.S.U. DOCUMENTATION

| | |
|--|------|
| N° 58-59-60 : NON, l'Ecole n'est pas neutre | 3,00 |
| N° 61 La sérigraphie | 1,50 |
| N° 62 / 63 / 64 Le Capitalisme et la Fiscalité | 4,00 |
| N° 65 / 66 Matérialisme dialectique et matérialisme historique | 2,50 |

Numéros disponibles :

| | |
|--|------|
| N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse | 2,00 |
| N° 24-25 La police dans la lutte des classes | 2,00 |
| N° 26 ROSA LUXEMBOURG | 1,00 |
| N° 27-28 La crise du système monétaire capitaliste | 2,00 |
| N° 29-30 Nationalisation et révolution | 2,00 |
| N° 42-43-44 Le mouvement révolutionnaire et l'université | 3,00 |
| N° 45 La lutte des femmes dans l'habillement et le textile | 1,50 |
| N° 51 Le recrutement | 1,00 |
| N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école | 3,00 |
| N° 55 L'exploitation capitaliste | 1,00 |

Abonnement : 20 numéros : F 20,00
A adresser à : SYROS, 9 rue Borromée, 75015 Paris
c.c.p. 19.706.28 — paris

produits agricoles et la mort par la faim de centaines de milliers d'hommes sont des faits qu'il n'est plus possible d'ignorer.

Le capitalisme a toujours la possibilité de corriger les excès et d'atténuer les effets les plus nuisibles. Un certain niveau de planification de la croissance en fonction des priorités nationales est possible, par la limitation de l'autofinancement, une sélectivité dans la distribution du crédit, un rôle plus important donné à l'IDI, une batterie de moyens coercitifs permettant à la DATAR d'infléchir les décisions des entreprises. Mais il ne s'agit que d'une politique de « retardement » et du coup par coup, qui très rapidement, peut se trouver totalement remise en cause par une évolution brutale des rapports avec les pays sous-développés fournisseurs de matières premières.

Les forces politiques doivent en même temps contribuer à créer les conditions d'une accélération dans la prise de conscience de cette situation et proposer les réponses qui ne peuvent plus se contenter d'un aménagement du système, mais qui doivent être radicales, c'est-à-dire en rupture.

L'urbanisation croissante (85% des Français vivront en ville en 1985) est aussi un des maux du système. La DATAR l'analyse, avec ses conséquences, dans une étude consacrée à la France de l'an 2 000, sous le titre évocateur : « **Schéma de l'inacceptable...** ». Les conséquences en sont l'aggravation des inégalités et la disparité régionale des revenus, la destruction des équilibres culturels, etc.

A travers les mouvements de paysans (Larzac, Canjuers) ceux des minorités nationales, les tentatives, même timides, de l'élaboration d'une nouvelle culture, la prise de conscience de cette si-

tuation progresse fortement. Là aussi, les réponses du pouvoir sont possibles, au niveau de l'espace en corrigeant les excès, mais il est clair que les nécessités du développement sauvage, les effets de la spéculation immobilière, la vente de profit que permet l'industrialisation des loisirs n'autorisent que des connections à la surface. La réponse idéologique demeure la plus efficace (conditionnement informatif, création des besoins en valeurs marchandes, etc.) ; si le combat idéologique que nous menons est déterminant, nous devons aussi proposer des réponses.

barbarie ou socialisme ?

Vient ensuite la **contestation des rapports de production et des rapports sociaux** : c'est à ce niveau que les mouvements les plus profonds sont apparus depuis plusieurs années, depuis la contestation de l'arbitraire patronal, au refus de l'école, au mouvement très important des femmes, entre autre par le biais de la bataille pour la liberté de l'avortement, etc. La réponse capitaliste sera, là aussi, de connection des excès, d'assouplissements y compris contre la morale traditionnelle, et de « **matraquage idéologique** ». Va-t-on pouvoir affirmer que celui qui contrôle les « **mass media** » détient le pouvoir ? (voir l'utilisation de la télévision par Giscard) ou comme l'écrivait Castoriadis il y a 20 ans : « **l'alternative est simple et le choix d'une civilisation se fera entre barbarie et socialisme** » ? Le socialisme ne pourra vaincre que si des réponses cohérentes et crédibles sont proposées à partir d'une analyse précise des tensions sociales.

Nous n'aborderons qu'un point précis de ces tensions, celles concernant l'organisation du travail et la déqualification. A noter

que les résultats de l'élection présidentielle sont significatifs : c'est dans la catégorie de salariés qui vivent le plus directement les conséquences de la déqualification du travail que les résultats de Mitterrand sont les meilleurs (revenu mensuel de 1 000 à 3 000 F).

Cette déqualification du travail concerne maintenant l'ensemble des catégories de salariés. Ouvriers, ouvriers qualifiés, techniciens et cadres moyens, mais aussi — et il s'agit là d'un fait extrêmement important — employés du tertiaire. La grève des banques est à ce titre extrêmement significative, ainsi que les mots d'ordre pendant les manifestations contre IBM (IBM symbole de la technologie qui se traduit par une organisation mécanisée du travail de bureau). Jamais nous ne combattons assez fermement le slogan stupidement erroné : « **la révolution, c'est les conseils ouvriers plus l'informatique** ».

Ce refus de l'organisation capitaliste du travail qui se traduit en particulier par une augmentation du sabotage, des jours de travail perdus ne fera que s'accroître dans les années à venir ; en effet, l'analyse des structures de l'entreprise montre qu'elle ne peut évoluer qu'en rationalisant les secteurs de son activité, et en particulier ceux de la non-production directe.

Les tentatives de « **job enrichment** » ou « **enlargement** » ne sont que des réponses extrêmement partielles. Plus que jamais, le mot d'ordre de **contrôle ouvrier** doit être un moyen de combat et de contestation, mais aussi l'instrument d'une pédagogie politique ; encore faut-il en élargir le contenu et le préciser en introduisant par exemple le mot d'ordre de contrôle sur la qualité et la nature du produit (voir le cas exemplaire de Fiat à Turin, et la

bataille pour que l'usine produise beaucoup plus de moyens de transports en commun, au détriment de la fabrication de voitures particulières).

l'habileté impuissante

Enfin, la politique de Giscard ne peut qu'accroître encore **l'aggravation des inégalités** : toute notre société est fondée sur l'inégalité et les frustrations que provoque la comparaison. Chacun se met à consommer plus pour essayer de ressembler à celui qui, croit-il, est « **au-dessus** » de lui. Ainsi, l'inégalité des revenus stimule-t-elle la croissance en même temps que l'inflation, qui, elle-même, à son tour, aggrave les inégalités. Le mécanisme se nourrit de lui-même, détermine les objectifs de sa contestation, y répond partiellement, permettant ainsi à la mécanique de se relancer. C'est sur ce point que le programme de Mitterrand était réellement et profondément un programme « radical » et l'exemple de ce que doit être le programme possible d'une victoire permettant une occupation du pouvoir.

Comme l'écrit Marcuse : « **Ce qui est tout en jeu dans la révolution socialiste, ce n'est pas la seule généralisation de la satisfaction à l'intérieur de l'univers existant des besoins, ni le déplacement de la satisfaction d'un certain niveau à un niveau supérieur, mais la rupture avec cet univers, le saut qualitatif. La révolution des besoins eux-mêmes et des aspirations tant culturelles que matérielles de la conscience et de la sensibilité, du processus du travail aussi bien que du loisir** ».

Et sur un tel programme, toute l'habileté de Giscard est impuissante : on entre là en conflit direct avec les bases et les objectifs de sa politique — celle du capital.

Jean LE GARREC ■

vient de paraître

L'enfer des pompiers



de J.J. Lubrina

18 F franco chez SYROS

CRITIQUE SOCIALISTE

N° 18 - 8 F franco

l'élection présidentielle

- ROLAND CAYROL : la gauche contre la droite
- J.M. DEMALDENT : l'extrême-gauche
- HENRI GAUDRAS : la « majorité élargie »
- VICTOR FAY : premier bilan
- MICHEL MOUSEL : unité et autonomie
- R. CHAPUIS : l'avenir de la coalition de gauche
- J. LE GARREC et A. RICHARD : sur l'autogestion

ABONNEMENT : 40 F pour 6 numéros
Editions SYROS : 9 rue Borromée, 75015 Paris
C.C.P. 19.706.28

La crise du pétrole a mis l'économie au premier rang des discussions et des préoccupations quotidiennes. L'élection présidentielle de mai, événement politique majeur de l'année, a été obligée de lui donner une place qu'elle n'avait jamais tenu. Le débat économique, jadis réservé aux spécialistes est donc descendu dans la rue.

Les militants socialistes quant à eux n'ont pas attendu le pétrole pour connaître le poids des structures économiques sur toute la vie sociale. Et les travailleurs ne l'ont pas attendu non plus pour subir de près les conséquences du fonctionnement de l'économie capitaliste : les 53 % de salariés qui gagnent encore moins de 1 800 F par mois savent ce que vaut l'argent, ce qu'il est possible de consommer et d'épargner avec la paye d'un mois de travail ; et, au fond, concrètement, c'est cela l'économie.

C'est cela et c'est aussi autre chose. Car si celui qui voit chaque jour son pouvoir d'achat rogné par l'inflation s' imagine bien à qui celle-ci profite, il ne parvient sans doute pas à relier entre eux tous ces éléments que sont les prix, les salaires, la consommation et tant d'autres, au sein d'une analyse

de classe. C'est pourquoi au cours de ces derniers mois, TS a souvent tenté une analyse un peu approfondie des événements économiques, quitte à s'éloigner de la simple description des situations les plus injustes existant en France et contre lesquelles nous luttons en tant que militants.

Ces quatre pages, réalisées par la commission économique du PSU, vont dans ce même sens. On y trouvera à la fois des thèmes assez généraux comme la politique économique de Giscard ou la situation monétaire internationale, et des études plus ponctuelles — sur la soi-disant augmentation du SMIC par exemple — qui, chacun à sa manière, cherchent à démasquer l'adversaire.

On comprend qu'il n'y ait pas de véritable conclusion à ces quatre pages : elles ne sont pas un manifeste. Celui qui en cherche un n'aura cependant pas de mal à en trouver, notamment là où Pierre Cenise termine son analyse du chômage en France en écrivant qu'il n'y a pas de solution en dehors d'une transformation des priorités de la production et de l'organisation sociale.

Jacques Gallus ■

L'art de la récupération et ses limites

Spécial
BILAN

Les travailleurs n'en croient pas leurs yeux. Le président semble tenir les promesses du candidat. Le régime de droite qui nous gouverne élabore un « plan économique » qui, pour une fois, ne s'attaque pas directement aux travailleurs, mais pèse sur les gros revenus et les entreprises. Sur le « plan social », Giscard apporte aux catégories les plus défavorisées des avantages immédiats qui ressemblent à ceux que leur avait promis le candidat de la gauche ; il va jusqu'à prévoir d'empêcher les licenciements collectifs sans reclassement préalable. Sur des problèmes importants comme celui des transports urbains, ou de l'âge de la majorité électorales, le pouvoir arbitre en faveur d'options qui sont depuis longtemps celles de la gauches...

A lors, que se passe-t-il ? Les arguments habituels paraissent dépassés. Les syndicats se contentent de dénoncer l'insuffisance de ces mesures ou de souligner que leur portée est submergée par l'inflation.

Pourtant, la nature du pouvoir n'a pas changé. Au contraire, l'élection présidentielle a mis en relief plus que jamais l'intensité de la lutte de classes ; le pays reste fondamentalement scindé en deux blocs. Certes, le nouveau régime s'appuie sur des couches sociales apparemment différentes de celles du gaullisme, et notamment sur certaines couches traditionnellement attirées par les centristes (agriculteurs, artisans et commerçants, employés et ca-

dres moyens, personnes âgées) — ce qui explique qu'il doit en tenir compte — mais il représente les mêmes intérêts.

premier succès

Si le pouvoir n'a pas changé de nature, c'est qu'il a changé de tactique. Il nous appartient de dire pourquoi et en analysant ses « cadeaux », d'en voir les limites et de dévoiler la réalité qu'ils recouvrent.

La droite n'a jamais eu aussi peur depuis mai 68. Elle n'est pas près d'oublier les 49,3% de François Mitterrand et la volonté de changement qu'ils traduisent. Elle n'est pas près d'oublier que la gauche unie a failli l'emporter.

Aussi, est-elle obligée de faire des concessions aux travailleurs, de leur présenter un autre visage.

Soucieux de récupérer des voix, le régime utilise pour cela une vieille tactique : la récupération de certaines idées de la gauche. Ne crions pas au scandale et félicitons-nous plutôt de ce premier succès. Sachons aussi que cette récupération ne peut être qu'apparente et partielle et que sous un vernis social, elle n'en cache pas moins la même politique de classe. Si le régime la pratique, c'est qu'elle sert ses intérêts. Profitons-en aussi pour réfléchir sur la nature de nos revendications : il y a celles que la bourgeoisie peut récupérer en les reprenant à son compte, et celles qu'elles ne peut pas récupérer.

Retenons du plan économique de Giscard les deux mesures qui ont eu le plus d'impact : l'augmentation de l'impôt sur les gros revenus et de l'impôt sur les entreprises. Faire payer les riches a toujours été bien senti par la classe ouvrière, mais l'incidence d'une telle mesure est bien limitée, si on ne s'attaque ni à la fraude fiscale, ni à l'inégalité des revenus. Comme chacun sait, ce sont les plus gros revenus qui défendent le mieux leur pouvoir d'achat. Giscard se donne bonne

conscience et à bon compte. Rocard avait proposé le blocage des hauts revenus salariaux et la suppression des avantages fiscaux aux revenus du capital : à cela on ne touche pas. L'augmentation de l'impôt sur les entreprises n'est qu'un leurre sans une procédure de contrôle des prix. Elle aura surtout pour effet de leur permettre de mieux résister aux pressions salariales sans entraver la liberté de hausser les prix. C'est en définitive le travailleur qui risque d'en faire les frais en tant que consommateur et en tant que salarié.

mais...

Ce qu'ont proposé le PSU ainsi que le candidat unique de la gauche, c'est une réforme de la fiscalité de classe qui est la nôtre, avec notamment la suppression de la TVA pour les produits de première nécessité et la création d'un impôt sur le capital. Nous en sommes loin.

Les différentes mesures du plan social sont alléchantes : relèvement du SMIC de 7,56 %, des allocations familiales de 12,2%, du minimum vieillesse de 21%, des pensions de 6,7%. Mais : — certaines mesures étaient déjà acquises comme la majo-

ration des pensions. En les insérant dans son plan social, Giscard jette de la poudre aux yeux ;

— la présentation faussée d'autres mesures comme la majoration des allocations familiales, dont la période de référence est changée, cache en fait une dégradation de leur pouvoir d'achat ;

— le relèvement du minimum vieillesse ne correspond jamais qu'aux promesses de Provins et reste très inférieur à ce qui avait été considéré comme nécessaire par Mitterrand et les syndicats (17 F par jour au lieu de 20 F) et surtout ne modifie qu'à peine ses conditions d'attributions, réforme que Messmer lui-même avait promise ;

— l'augmentation du SMIC, compte tenu du rythme d'inflation, sera, vraisemblablement inférieure au pouvoir d'achat annuel à celle de l'an dernier (7% au lieu de 12,6%). Ne s'accompagnant d'aucune mesure destinée à préserver les petites et moyennes entreprises en difficulté, elle contribuera à en éliminer un certain nombre et par là même à favoriser la concentration du capital et le développement des grands groupes industriels sur lesquels s'appuie le régime.

bluff

A l'analyse, il ne reste que bien peu de choses du plan social et surtout rien de désintéressé. Bientôt, il n'en restera plus rien

du tout, car manifestement Giscard compte sur l'inflation pour payer les travailleurs en monnaie de singe. Non seulement, il ne s'attaque pas sérieusement à l'inflation en ne bloquant pas les prix, mais en redistribuant d'une main ce qu'il prélève de l'autre il sait qu'il favorise la hausse des prix. Même les députés UDR n'ont pas été dupes de son « bluff ». C'est le coup du marchand de sable.

Seule l'indexation des salaires et de l'épargne populaire proposée par le candidat unique de la gauche aurait permis le maintien du pouvoir d'achat des travailleurs. Le refus d'une telle mesure montre bien qui fera les frais de cette soi-disant nouvelle politique.

A côté des mesures quantitatives, diverses mesures ou projets méritent commentaire.

Le futur projet de loi visant à interdire les licenciements sans offre de reclassement pourrait constituer une grande conquête ouvrière de la période récente. Attendons pour nous réjouir d'en connaître un peu plus. N'y voyons pas autre chose que le résultat des luttes récentes engagées contre les licenciements collectifs, à commencer par Lip. Le pouvoir ne veut pas d'un nouveau Lip.

Ne va-t-il pas jusqu'à nous promettre de remettre en chantier la « participation des travailleurs aux responsabilités dans l'entreprise » ? Mais là, il ne

prend plus personne au piège. Les travailleurs savent qu'on ne leur donnera pas le pouvoir dans l'entreprise, mais que c'est à eux de le prendre. Le miroir aux alouettes ne fonctionne plus. La récupération a des limites.

deux leçons

Toute revendication purement quantitative est récupérable par le système. Dans certains cas au contraire, la satisfaction apparente des revendications quantitatives permet d'endormir les travailleurs tout en poursuivant d'autres objectifs. Certes, elle ne peut aller bien loin puisque les mécanismes de l'économie capitaliste impliquent tôt ou tard de redresser la barre. Mais elle suffit à abuser les travailleurs pour perpétuer leur exploitation.

Nous devons en tirer deux leçons. La première est que les nécessaires revendications quantitatives doivent toujours être assorties de mesures qui permettent de préserver les avantages acquis (comme l'échelle mobile des salaires) ou qui par leur na-

ture impliquent une rupture avec la politique de classe du régime (suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, indexation de l'épargne populaire). Ce n'est que dans ces cas que leur satisfaction peut vraiment constituer une victoire pour la classe ouvrière.

La seconde leçon est que ce n'est pas un peu plus ou un peu moins de « social » qui suffit à distinguer la droite de la gauche aux yeux des travailleurs. La révolution ne consiste pas à donner un peu plus aux défavorisés mais à remettre le pouvoir entre les mains des travailleurs. Aussi, plus que jamais, nos revendications doivent-elles s'inspirer du projet de socialisme autogestionnaire.

Dans la période présente, le mot d'ordre de contrôle est plus actuel que jamais. Contrôle ouvrier dans les entreprises pour démasquer la pseudo-participation, contrôle populaire dans les quartiers pour faire échec à la main-mise du capitalisme sur notre existence quotidienne.

Georges LAROCHE ■

LE PETIT LIVRE JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS, par le Collectif Alphabétisation et le GISTI (Ed. François Maspéro - 100 p., 5 F.

Une brochure très complète, qui doit permettre :

— de mieux analyser la situation juridique des travailleurs immigrés : ce qui révèle, par exemple, comment les textes et l'utilisation qui en est faite permettent de cantonner les immigrés dans un rôle de force de travail adaptable aux besoins de l'économie ; comment ils cherchent à rendre la main-d'œuvre immigrée docile en la soumettant au bon vouloir des pouvoirs publics qui peuvent à leur gré refuser de renouveler les papiers, refouler, expulser les étrangers trop actifs...

— d'utiliser les ressources du droit pour défendre les cas individuels et collectifs : sans illusion sur la portée des armes juridiques (qui est d'autant plus limitée que les droits des travailleurs sont plus réduits) les auteurs pensent qu'il faut utiliser les ressources du droit pour en tirer, dans chaque cas, l'avantage maximal ;

— d'insérer les luttes individuelles dans une lutte collective : résoudre des cas individuels n'est jamais inutile mais l'assistance sociale et les vœux humanitaires ne changeront pas la condition des immigrés. C'est donc une lutte collective qu'il faut mener et les démarches individuelles n'ont de sens que si elles s'y inscrivent, leur but étant pour le moins d'établir l'égalité des droits économiques, sociaux et politiques de tous les travailleurs en France.

le SMIC augmente ?

Lorsque l'indice national des prix à la consommation augmente de 2 %, le salaire minimum de croissance est relevé dans la même proportion à compter du premier jour du mois qui suit la publication du nouvel indice entraînant le relèvement. Tel est le règlement officiel.

En fait, compte tenu des délais de publication de l'indice des prix et de réunion de la commission supérieure des conventions collectives, il s'écoule généralement un délai de deux mois entre la hausse constatée et le relèvement du SMIC. Le relèvement demandé le mercredi 19 juin, avec effet au 1er juillet, au vu de l'indice des prix d'avril (le dernier connu alors) porte le SMIC à 1 213 F par mois au lieu de 1 128 F au 1er mai. Soit une augmentation de 7,56 %. Compte tenu de la hausse des prix de mai (1,3 %) et de celle de juin qu'on peut prévoir identique, l'augmentation de juillet résultant de l'indice des prix à fin avril est donc largement amputée.

Le salaire minimum étant fixé à 1 128 F au 1er mai, le smicard touchera fin mai, 1 128 F en francs constants par rapport aux décisions prises ; il aura déjà perdu 1 128 F x 1,3 % soit 14,66 F. Son salaire de juin se verra amputé également de 14,66 F — perte de pouvoir d'achat correspondant à la hausse de mai plus une somme sensiblement équivalente pour la dépréciation de juin. Au total, sur les deux mois, l'amputation de son pouvoir d'achat aura été d'environ de 45 F. Les 85 F de plus touchés fin juillet compenseront donc à hauteur de 45 F la perte du pouvoir d'achat. Fin juillet, il reste ainsi 30 F pour compenser la hausse des prix de mars et avril, base de déclenchement du relèvement du SMIC. Soit, à peine 3 % du SMIC au 1er mai. La hausse des prix de mars et avril étant elle-même d'environ 3 %, cette fameuse augmentation de 7,56 % du SMIC décidée par le gouvernement revient en fait à une stagnation, si ce n'est à une régression, de son pouvoir d'achat. Th. N. ■

● EMPLOI : faire

Ce n'est pas seulement à gauche qu'on a écrit et dit depuis l'automne 1973, qu'il fallait s'attendre à court terme à une crise sur l'emploi. Les « experts » de tous bords pronostiquaient alors une augmentation massive du chômage au deuxième semestre 1974, et en tous cas des difficultés importantes pour les jeunes qui recherchaient un emploi à l'issue de leur scolarité, pendant l'été et à l'automne.

Les prévisions pessimistes allaient de pair avec celles qui concernaient la croissance de la production, dont on pensait qu'elle pourrait ne pas dépasser 3,5% en 1974 par rapport à 1973 (contre 6% environ l'année précédente). Le ralentissement aurait alors été très marqué, puisqu'il aurait correspondu en fait à une quasi-stagnation du début à la fin de l'année 1974.

Quels étaient les éléments qui venaient à l'appui de ces analyses ? Le contexte international pour l'essentiel. En 1973, en effet, les signes de dépression se multipliaient du côté des économies capitalistes les plus développées (Etats-Unis, Allemagne-Occidentale) du fait de la politique déflationniste mise en vigueur. Compte tenu du poids croissant des échanges internationaux



Spécial BILAN

sant du développement des infrastructures par rapport aux besoins de l'économie n'était pas en partie la cause de cette inflation.

Or, si l'on regarde la situation des pays européens, on s'aperçoit que c'est dans les pays où le taux d'investissements publics est le plus faible que le taux d'inflation est le plus élevé. Depuis quelques années, on constate régulièrement une baisse du prélèvement de l'Etat sur l'économie. L'Etat se prive donc volontairement des moyens d'action au profit notamment des entreprises avec toutes les conséquences économiques que cela peut avoir. Mauvaise allocation des ressources, création de goulets d'étranglements dus à des insuffisances structurelles (téléphone par exemple) et donc amplification des processus inflationnistes du fait de ces déséquilibres.

réussir la rentrée

Lutter efficacement contre l'inflation nécessiterait donc un abandon de la politique de « laisser faire » chère aux libéraux et aux industriels. Giscard d'Estaing s'est inspiré, semble-t-il, du plan allemand de lutte contre l'inflation en 1973. Il faut d'abord remarquer que, malgré l'inflation, la balance commerciale allemande était excédentaire alors que notre déficit s'accroît. Ensuite, l'Allemagne en était à ce moment à 8 % d'inflation annuelle ; la France en est à 15 %. Les mesures prises par le gouvernement auraient donc dû être plus sévères et d'un esprit différent. Or, les décisions du 12 juin s'inspirent fortement du plan allemand. Leur efficacité sera d'autant plus limitée que les prélèvements totaux ne s'élèvent qu'à environ 10 milliards de francs (contre 33 dans le plan allemand) étalés sur sept mois et qu'ils sont contrebalancés par différentes dispositions prises dans le domaine social.

L'essentiel, pour Valéry Giscard d'Estaing, est de ne pas manquer la rentrée sociale à l'automne. La situation de l'emploi à ce moment là risque de s'aggraver pour les travailleurs. Mais il faut bien que quelqu'un paye les erreurs de gestion du gouvernement. Comme à Lip !

Thierry NICOLE ■

Le 25 avril dernier, Giscard déclarait à Europe n° 1 : « **La hausse des prix n'atteindra pas 15 % cette année** ». Aveu de faiblesse d'un homme qui, en octobre 1973, indiquait que les douze mois qui allaient suivre seraient en France la période du ralentissement de l'inflation. Les mesures proposées le 12 juin dernier sont d'ailleurs significatives de la capacité sinon de la volonté d'action du gouvernement. Il ne s'agit en effet que de ramener d'ici le mois de décembre le taux d'inflation de 1,6 % à 1 % par mois, ce qui sous-entend que sur l'année entière on accepte une hausse voisine de 17 % - 15 %.

ment, aux bénéficiaires de l'inflation : les riches et les entreprises.

en douceur

Par rapport à ce que la presse annonçait des intentions du gouvernement, les dispositions adoptées restent en deça de ce qui semblait prévu. Outre l'action psychologique, il faut, semble-t-il, voir dans ce programme le désir du gouvernement d'agir en « douceur » en évitant de contrarier trop les soutiens du régime.

Si la ponction sur les entreprises paraît trop forte (environ 5 milliards d'impôts nouveaux, soit + 13 % par rapport au chiffre prévu en début d'année) les autres mesures envisagées n'en sont pour l'instant qu'à l'état de projet, et, liberté des prix aidant, les entreprises pourront récupérer une partie de ce prélèvement sur les consommateurs. Ainsi, les petites entreprises soumises à la concurrence et handicapées par les restrictions de crédit souffriront plus que les

trusts, maîtres de leurs prix, et ayant des possibilités d'emprunt importantes, tant en France qu'à l'étranger. La politique gouvernementale cherche tout simplement à favoriser les concentrations et regroupements ! De ce côté, rien n'est changé. Au contraire, Giscard pourrait bien être l'homme de la grande concentration du capital français, plus encore que son prédécesseur.

Si l'on excepte les quelques décisions tape à l'œil, le plan anti-inflation n'est pas très original. Ce sont toujours les mêmes instruments de lutte qui sont employés. La politique monétaire et la politique budgétaire sont toujours présentes, malgré leur peu d'efficacité révélée par les plans précédents. On ne s'attaque toujours qu'aux effets de l'inflation et, à des déséquilibres structurels, on oppose des moyens d'action conjoncturels qui, souvent, renforcent ces déséquilibres. C'est toujours le secteur public qui sert de volant de régulation et le gouvernement ne s'est jamais posé la question de savoir si le retard crois-

Par rapport aux précédents plans de lutte contre l'inflation, on peut reconnaître au gouvernement une certaine volonté d'action. Toutes les mesures annoncées ne sont pas à rejeter et certaines, telle la baisse de la TVA sur les transports en commun, marquent la préoccupation de ne pas faire supporter par les victimes de l'inflation, la totalité des restrictions nécessaires.

Quelles sont les raisons de ce changement d'attitude des autorités monétaires ? Au-delà du désir de ne pas défavoriser les travailleurs, n'y a-t-il pas l'impossibilité économique et même politique de conserver les vieilles méthodes ? On constate en effet actuellement une baisse sensible de la propension à épargner. Le taux d'épargne des ménages est passé en quelques mois de 17 % à environ 15 %. Une ponction forte sur les ressources des ménages par le biais de l'impôt aurait sans doute entraîné une nouvelle détérioration de ce taux et dans un marché financier difficile où les entreprises éprouvent des difficultés à emprunter du fait des taux d'intérêts offerts peu rémunérateurs, la situation aurait encore empiré. Il fallait donc — cette amputation de la masse monétaire étant nécessaire — trouver une autre cible et s'adresser alors, faute de pouvoir faire autre-

passer la pilule

comme « moteur » de l'économie française, un léger ralentissement de la croissance était envisagé pour 1974.

Ces inquiétudes se trouvèrent exacerbées au moment de l'embarco pétrolier : les perspectives les plus sombres étaient envisagées de tous côtés, tant il est vrai que la croissance des pays occidentaux était — et reste — fondée sur la disponibilité de l'or noir. Difficultés d'approvisionnement, dérèglement possible des échanges internationaux, répercussions en chaîne sur nombre d'industries (au premier rang desquelles l'automobile) laissaient prévoir un effondrement de la croissance dans les pays développés capitalistes.

L'allègement, puis la suppression, de l'embarco déplacèrent l'accent sur le problème des prix du pétrole. Les transferts de revenus résultant des hausses décidées fin 1973 et début 1974 devaient à coup sûr créer des déficits massifs dans les balances extérieures des pays développés les plus dépendants du pétrole importé ; l'absence de possibilités d'emploi immédiat par certains pays producteurs créait des risques de déséquilibres sur les marchés monétaires internationaux ; enfin le prélèvement sur les revenus des pays consommateurs pouvait conduire à un affaiblissement de la production, si le relais n'était pas pris par une désépargne des ménages et un endettement des entreprises.

L'ensemble de ces raisons amenait à prévoir sur le plan intérieur la mise en pratique de politiques restrictives visant à réduire le déficit extérieur, sur le plan international une contraction relative du montant des échanges.

erreur de calcul ?

D'où les pronostics : baisse du taux de croissance de la production, et problèmes d'emploi corrélatifs à court terme.

En juin 1974, que peut-on dire de la situation et des pronostics répandus jusque là ? Il semble bien que, après une période de quelques mois où les incertitudes sur l'avenir se sont effectivement traduites par une baisse du taux de croissance de la production, celle-ci ait repris à un train voisin de celui des dernières années. Des problèmes existent et persis-

teront dans le secteur de l'automobile ; mais même les industries de biens de consommation qu'on s'attendait à voir fortement affectées par la réduction des revenus, semblent avoir quelque peu récupéré.

Sur le terrain de l'emploi, la croissance des effectifs occupés a continué à un rythme élevé, surtout dans le secteur tertiaire mais également, ce qui est plus étonnant, dans le secteur du Bâtiment et des Travaux publics. Faut-il y voir seulement l'effet de la clémence hivernale ?

Ces indications sont confirmées par les données concernant le chômage : la montée progressive de son niveau semble même connaître un palier, depuis le mois de février le nombre de demandes d'emploi non satisfaites s'étant stabilisé entre 420 000 et 430 000, alors qu'il croissait régulièrement auparavant.

les fonds du panier US

Pourquoi parler des questions monétaires internationales ? Parce que sous un aspect extérieur technique fort rebutant, elles ont de graves répercussions sur la liberté d'agir de chaque pays, et, en définitive, sur le niveau de vie de chacun. Car cette organisation monétaire internationale représente concrètement les moyens par lesquels s'opèrent les échanges commerciaux et financiers entre les nations. Lorsqu'on sait, par exemple, que la France exporte 40 % de sa production industrielle, on comprend que le problème de la contrepartie monétaire de cette production matérielle soit tout à fait essentiel.

Le bilan de l'évolution monétaire récente s'analyse simplement comme les variantes de la politique américaine pour maintenir son leadership. En effet, lorsqu'à partir de 1971 la compétitivité des produits américains s'est trouvée mise en cause par la concurrence japonaise et européenne, au point de provoquer un déficit de la balance commerciale (pour la première fois depuis 92 ans !), deux solutions se sont ouvertes aux Etats-Unis. La première consistait à négocier avec ses partenaires occidentaux un nouvel accord international plus favorable au dollar ; la seconde à saper la compétitivité commerciale de ses mêmes partenaires. Les Américains ont usé successivement des deux.

D'abord à la conférence de Nairobi, en novembre 1973 ils ont obtenu le renoncement de la France à sa politique traditionnelle de défense de l'or, dans la ligne de la bourgeoisie nationale gaulliste. A Nairobi, la France, représentée par Giscard d'Estaing, s'est alignée sur les thèses américaines pour la première fois dans l'histoire de la Ve République (cf. analyse détaillée de Nairobi dans *Critique Socialiste* n° 16).

Mais les décisions de principe qui furent alors prises n'ont jamais eu à être appliquées ; car depuis, les Etats-Unis ont mis en œuvre leur seconde stratégie de sauvetage, celle

qui a consisté à manipuler les prix des matières premières et notamment ceux du pétrole, de façon à handicaper la production de l'Europe et du Japon. Disposant plus abondamment de ces matières premières sur leur territoire, les Américains ont été bénéficiaires de ces bouleversements au même titre que les autres pays producteurs, malgré la mine coléreuse arborée, pour la galerie, par Henry Kissinger. Ces hausses de prix, en affectant au premier chef le Japon et l'Europe, ont eu pour le commerce américain le même effet bénéfique, qu'une dévaluation du dollar sans en avoir bien sûr les inconvénients financiers.

Les Européens n'ont pu rester les bras croisés devant cette situation. Ils se sont d'abord mis d'accord entre eux en avril dernier à Zeist pour se servir de leurs réserves d'or comme moyen de paiement, au prix du marché (qui, on le sait, est quatre fois supérieur au prix officiel, entre banques centrales). Ensuite, ils ont demandé aux Etats-Unis un réexamen du problème. Ce fut l'objet de la récente réunion du « Comité des dix » à Washington. Ce comité réunit les dix pays les plus riches du monde et les Etats-Unis y ont fait la concession tactique d'accepter que les emprunts émis par les pays très déficitaires à la suite de la crise pétrolière, puissent être gagés sur les réserves d'or aux prix du marché. Ce principe ne va cer-

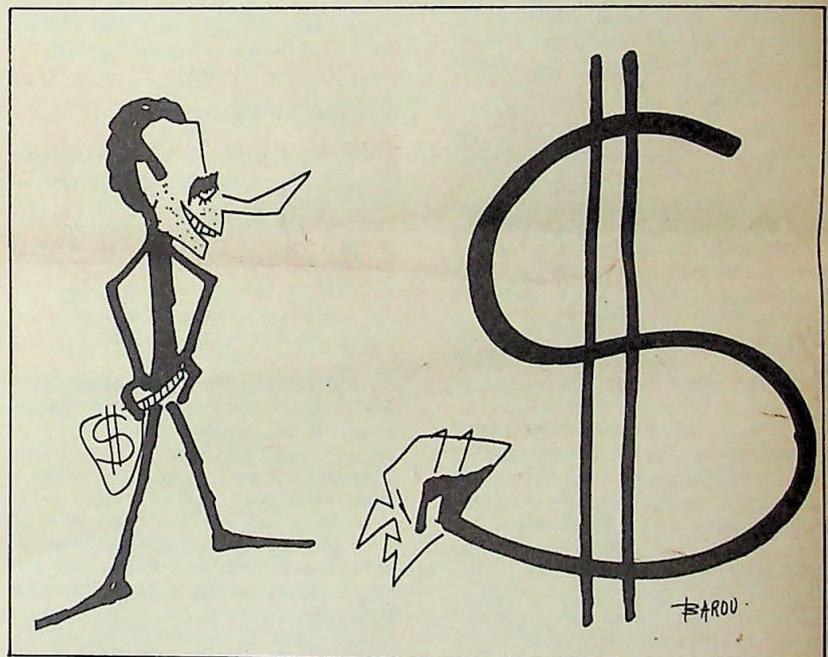
tes pas aussi loin que l'accord de Zeist mais marque un signe de bonne volonté américaine à l'égard d'un pays comme l'Italie, au bord de la banqueroute. Ce geste aidera également la France et la Grande-Bretagne.

Mais ceux qui ont cru qu'il s'agit là d'un recul politique des Etats-Unis en seront sans doute pour leurs frais ; car les Etats-Unis eux-mêmes n'ont cessé de dire qu'ils voulaient seulement aider les pays actuellement en difficulté, mais qu'il n'est pas question de redonner à l'or un rôle central dans le nouveau système international à construire. La preuve en est que la conférence de Washington a décidé de rattacher la parité des Droits de tirage spéciaux (DTS), nouvelle monnaie qui tient une place croissante dans les moyens de paiement internationaux, non pas à l'or mais à un « pa-

nier » de monnaies nationales où le dollar sera prépondérant.

Les Européens et les Japonais n'ont donc remporté qu'un succès tactique temporaire fort loin d'équilibrer les progrès massifs que l'empire américain a réalisés ces dernières années par sa stratégie du dollar et celle du pétrole et autres matières premières. Mais surtout, dans cette bataille entre riches, le grand perdant est le tiers monde. Lui qui ne possède pas d'or et lui qui a une place minime au Fonds Monétaire International chargé d'émettre les DTS, est systématiquement tenu à l'écart des décisions des « grands » et de leurs retombées positives : le capitalisme peut se livrer à des luttes internes ; il n'oublie pas de rester le maître.

M.D. ■



Que s'est-il donc passé ? Deux explications principales :

— l'impact de ce qu'il est convenu d'appeler la « **crise du pétrole** » a été moins important que prévu sur les échanges internationaux, et donc sur les économies des principaux partenaires dans ces échanges : les signes de reprise existent aux Etats-Unis et seule la Grande-Bretagne aura véritablement connu un effondrement de sa production.

— l'inflation a permis de reporter les échéances, sans qu'aucun problème de fond soit réglé. Elle a incité par exemple les Français à diminuer leur épargne (qui passera vraisemblablement entre 1973 et 1974 de 17,7% à 16,2% du revenu) pour se débarrasser d'une monnaie fondante, assurant ainsi le maintien de la demande et donc de la production. Elle incite, quels que soient les taux, les « **gros** » à emprunter

pour investir, assurés qu'ils sont de rembourser en monnaie dépréciée.

Mais pendant ce temps, le déficit des échanges extérieurs s'accroît et sera plus près de 40 milliards de francs en 1974 que des 20 milliards annoncés.

la banqueroute ou la pilule

Alors ? Alors, les échéances ont été reportées, mais n'en sont pas moins là. Plus l'inflation galope, plus notre déficit extérieur se creuse, plus il devient probable que la seule solution, pour un pouvoir qui refuse de s'attaquer aux racines structurelles de l'inflation, va être de freiner assez brutalement l'expansion. La politique Fourcade de « **refroidissement progressif de l'inflation** » se transformera selon toutes pro-

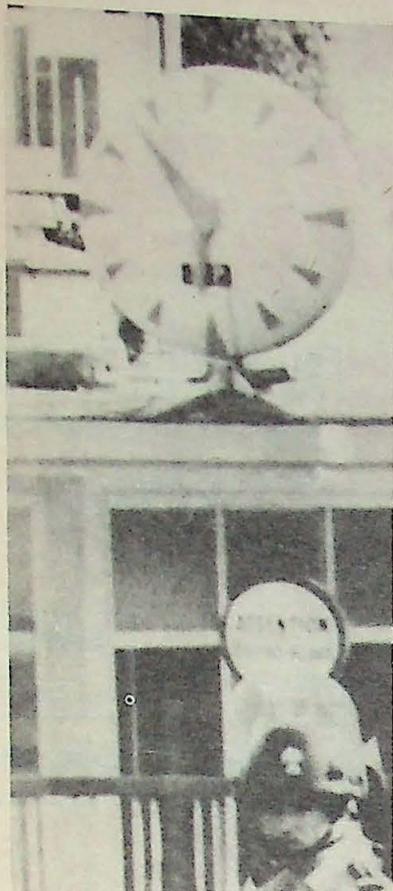
habilités en « **congélation de la croissance** », par compression des revenus et freinage de la demande. Si ce plan n'a pas été mis en œuvre maintenant, c'est que c'était impossible politiquement, après les promesses faites durant la campagne électorale et la victoire étriquée de Giscard. Mais à la rentrée...

Il est d'ailleurs symptomatique à cet égard que les seules mesures significatives du « **programme social** » concernent l'emploi, et spécialement l'indemnisation du chômage. Pour le pouvoir, il est urgent de se préparer à faire passer la pilule ! Ainsi, sauf évolution « **à l'italienne** », qui reporterait l'échéance au prix d'une certitude de banqueroute, il y a tout lieu de s'attendre à voir la situation de l'emploi se dégrader dans les premiers mois de l'année 1975. Cette dégradation touchera en priorité les travailleurs employés dans les secteurs

produisant des biens de consommation, plus encore lorsqu'il s'agira de petites et moyennes entreprises : le processus sera accéléré par les restrictions de crédit. La situation risque également d'être difficile dans le Bâtiment et les Travaux publics, du fait des coupes sombres pratiquées dans les équipements collectifs au budget 1975.

Reste une interrogation pour la gauche : le niveau de l'emploi est mis en question dès que le taux de croissance de la production, dans sa composition actuelle descend au-dessous de 5,5% l'an. L'asservissement à la logique du système capitaliste est double : si une consommation effrénée ne se développe pas, l'emploi est mis en cause. N'est-ce pas une raison supplémentaire pour inventer et proposer de nouveaux modes de croissance ?

Pierre CENISE ■



Lip 73

Un an de lutttes sociales

Usinor 74



Le bilan de juillet 73 s'était ouvert sur le développement récent de la lutte des camarades de Lip. Il n'y a pas en juillet 74, ou du moins pas encore... de nouveaux Lip dans le champ de la lutte sociale et politique en France. Il n'y a pas d'affrontement aussi net, de mobilisation de masse organisée dans une pratique aussi claire d'auto-défense et de contrôle des travailleurs. Et, cependant, il y a probablement plus.

« L'histoire ne se répète pas, elle bégaye » disait Marx. Disons qu'elle continue et qu'il existe des périodes où brusquement elle s'accélère. Nous sommes probablement entrés dans une de ces périodes.

crise profonde.

Les économies capitalistes sont engagées depuis plus de cinq ans dans un processus inflationniste qu'elles n'arrivent plus à maîtriser et qui ne cesse de s'accélérer. En France, l'inflation était de 8% en 1972, de 12% en 1973, on la prévoit de 18 à 20% en 1974 ! On sait à qui sert l'inflation : d'abord aux firmes multinationales qui en profitent pour réaliser des superprofits.

L'inflation galopante, plus le dérèglement des échanges qu'elle entraîne, plus l'augmentation des coûts de l'énergie, tout cela aboutit à une situation économiquement et politiquement difficile pour les pays capitalistes de second rang comme c'était le cas en France en 1974 :

- une inflation de plus de 18 % en moyenne ;
- un déficit des échanges extérieurs de plus de 20 milliards pour l'année ;
- un affrontement encore plus brutal avec les économies

Etablir un bilan des luttes est un exercice difficile. Moins parce qu'on risque d'oublier telle ou telle lutte importante ou qu'on n'arrive pas à en saisir toute la portée et la richesse, mais plutôt parce qu'au fond ce dont il s'agit c'est de saisir à un moment donné le point d'arrivée de la lutte des classes.

concurrentes et de nombreuses restructurations inévitables rapidement. Regardez la Bourse, baromètre du capitalisme : elle traduit l'inquiétude patronale.

Telle est la situation présente.

La vieille droite française et le patronat moderniste ont fait au printemps 74 un mariage forcé pour préserver l'héritage. Comme ils l'ont reconnu ils étaient d'accord sur ce qu'ils appellent « l'essentiel » : la sauvegarde du système capitaliste. Derrière un discours réformateur et quelques mesures habiles ils tentent de se réorganiser. C'est en catimini mais à grande vitesse la restructuration de l'appareil de production avec son cortège de licenciements, la réaction contre les revendications salariales par les menaces sur l'emploi. Ou encore la liquidation de certains secteurs non compétitifs sur le marché international : le textile, les cuirs et peaux, certaines fabrications automobiles, l'aéronautique civile, l'agriculture familiale, la petite paysannerie.

Ces manœuvres d'adaptation du capitalisme ont déjà provoqué de nombreuses luttes depuis l'arrivée de Giscard, même si la presse bourgeoise est singulièrement silencieuse.

Ouvrons le cahier des charges : quatre terrains d'affronte-

ments ont caractérisé ces derniers mois la riposte des travailleurs : les salaires, la défense de l'emploi, les conditions de travail et de sécurité, les luttes contre la répression patronale.

● les salaires d'abord

Les couches populaires ressentent directement les effets de l'inflation. Les augmentations obtenues souvent avec retard sur la montée des prix ne permettent que des rattrapages qui sont immédiatement grignotés puis dépassés par la constante montée des prix : produits alimentaires, loyers, services, etc, sans compter la croissance de la fiscalité indirecte par la T.V.A. sur tous ces produits et sur l'énergie.

A la revendication du SMIC à 1 500 F par mois pour 40 h avancée avant la campagne électorale le gouvernement Giscard-Chirac n'a répondu que par une mesure dérisoire : 1 200 F pour 43 h. Evidemment non négligeable pour tous ceux qui étaient en dessous — plus d'un million sans doute et notamment des jeunes : apprentis, O.S., mais très insuffisante comparée à la croissance du coût de la vie.

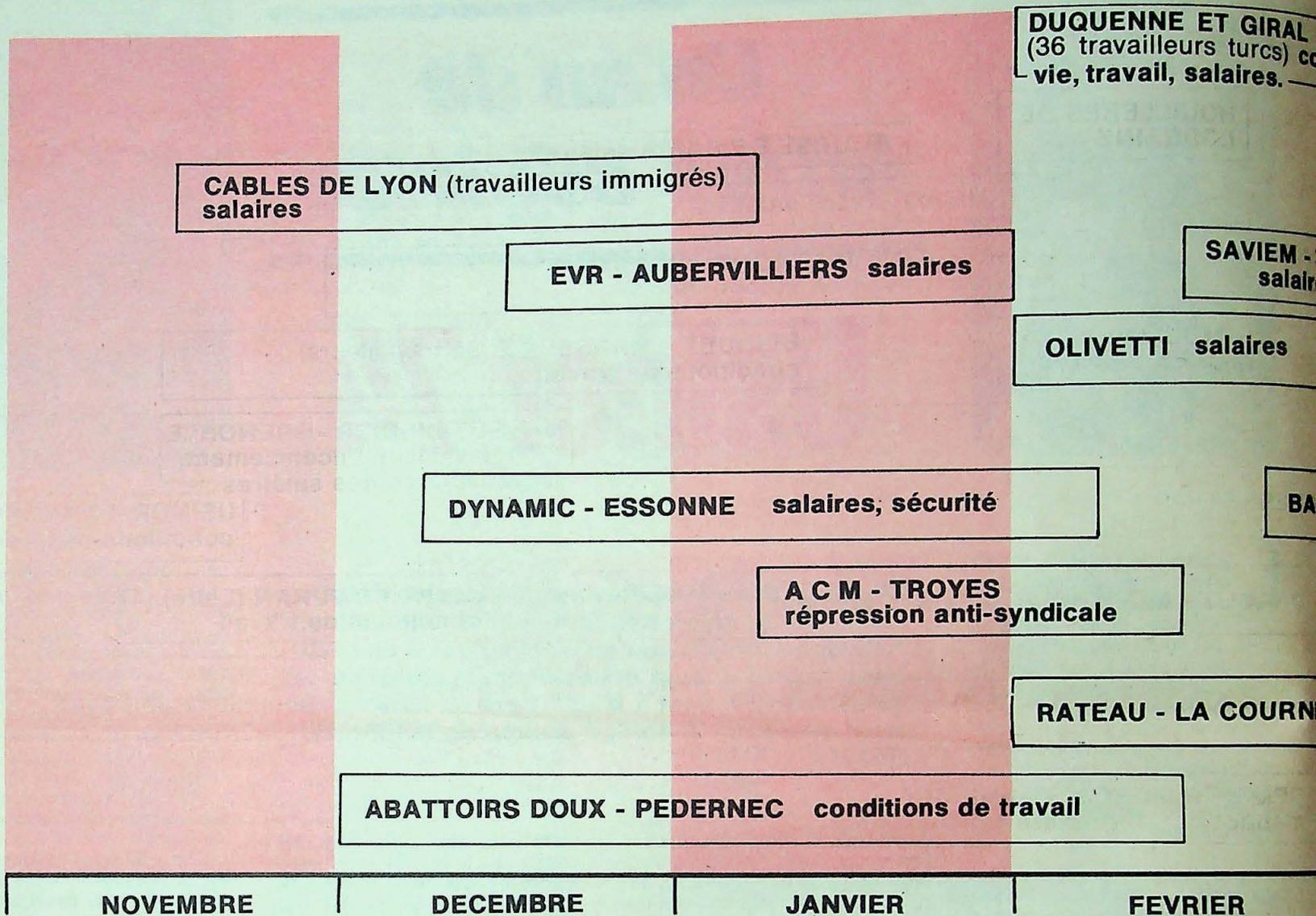
Les travailleurs de Péchiney-Noguères, de la SAVIEM à Blainville, ceux des chantiers de St-Nazaire qui, au printemps avaient

lancé une vaste offensive pour la revalorisation des salaires avaient montré l'urgence de telles mesures. De même la grève quasi générale dans le secteur bancaire des « nouveaux O.S. au col blanc » en mars-avril, relayée depuis par les employés des assurances, souligne que devant l'inflation il n'y a pas d'autres ripostes que la lutte. Volonté de lutte qui s'est à nouveau manifestée dans la grève de l'E.G.C.C. où la fabrication, dans l'Essonne, de câbles et de canalisations fait que les salariés sont payés 20% de moins que leurs camarades parisiens : il est vrai que la plupart étaient des immigrés dont on sait bien qu'ils sont les premiers soumis à la surexploitation actuelle.

Le capitalisme joue de cette division spatiale et sociale du travail qui fait que le manque d'emplois dans certaines régions lui permet d'accorder des salaires d'un quart ou d'un tiers inférieur entre L.M.T. à Laval et les établissements parisiens, entre Renault à Caen ou Le Mans et les salaires des grandes régions industrielles.

Les revendications d'augmentations uniformes pour la revalorisation des bas salaires et la réduction de l'éventail ont été puissamment portées par la base et souvent soutenues par les organisations syndicales : à la SAVIEM comme dans les banques, comme dans la fonction publique. Ce mot d'ordre juste s'est imposé dans la pratique des luttes : il devra être repris à la rentrée après les surprises qui ne manqueront pas de tomber d'ici là et qui exigeront une nouvelle mobilisation pour les salaires dès la rentrée de septembre où il faudra également et durement se battre pour le maintien de l'emploi.

Les des dern



Il y a eu deux périodes dans les luttes ouvrières de ces six derniers mois. Jusqu'à la fin du mois d'avril, dans leur majorité, les conflits ont éclaté à l'initiative des travailleurs, d'une manière très offensive, sur des objectifs de vie quotidienne : salaires, conditions de travail. Dès le mois de mai, la dégradation économique a mis en avant des luttes contre les licenciements, les fermetures d'entre-

prises. Sur ce point, il semble que nous ne soyons qu'au début du mouvement.

Autres caractéristiques de ces luttes ouvrières, leur longueur. Le tableau récapitulatif que nous publions est révélateur sur ce point. Il est malgré tout incomplet. Nous avons relevé les conflits les plus notables. Toujours sur ce tableau, on constate que c'est en mars et avril que les

Lip 73 - Usinor 74

En première ligne et selon des méthodes et des mots d'ordre qui depuis ont fait leur chemin, bien évidemment Lip. On a déjà beaucoup réfléchi sur « la lutte des Lip », on a beaucoup écrit mais les meilleures pages ce sont les travailleurs qui pendant et depuis juin 73 les ont écrites dans leurs luttes et leur conscience.

● Les luttes pour l'emploi

La liste ici est longue et impressionnante :

De Lip aux Tanneries françaises Réunies en passant par Ra-

teau et Darbois, du textile à l'aéronautique et jusqu'au combat de la SEMM-Trigano, de l'automobile aux Houillères de Lorraine, le front des luttes n'a cessé de s'élargir pour le maintien de l'emploi et de la qualification des travailleurs.

A la bourrasque qui le secoue le système de production capitaliste répond comme il l'a toujours fait : par la concentration et les restructurations. Sans considération naturellement pour le sort de ceux qui d'abord produisent la richesse et sont la seule vraie force

de l'entreprise : « Lip est là où sont les travailleurs » avait dit Piaget après l'occupation de Palente par les CRS. C'est bien sûr vrai, mais pour son profit le capitalisme a parfois intérêt à laisser tomber les canards boiteux, insuffisamment rentables selon ses critères, et porter alors son capital ailleurs, dans d'autres branches, dans d'autres boîtes à produire le profit.

On le voit avec les licenciements dans le textile, l'habillement, les cuirs et peaux : chez Bayard, chez Bourgeois, 8 500 licenciements dans le textile depuis le début de l'année, les menaces aux Tanneries, ou à la Nouvelle Société Romane où depuis deux mois les travailleurs sont à nouveau mobilisés. Dans l'aéronautique aussi où d'importants mouvements de restructuration se préparent dans le plus grand secret, à l'insu des travail-

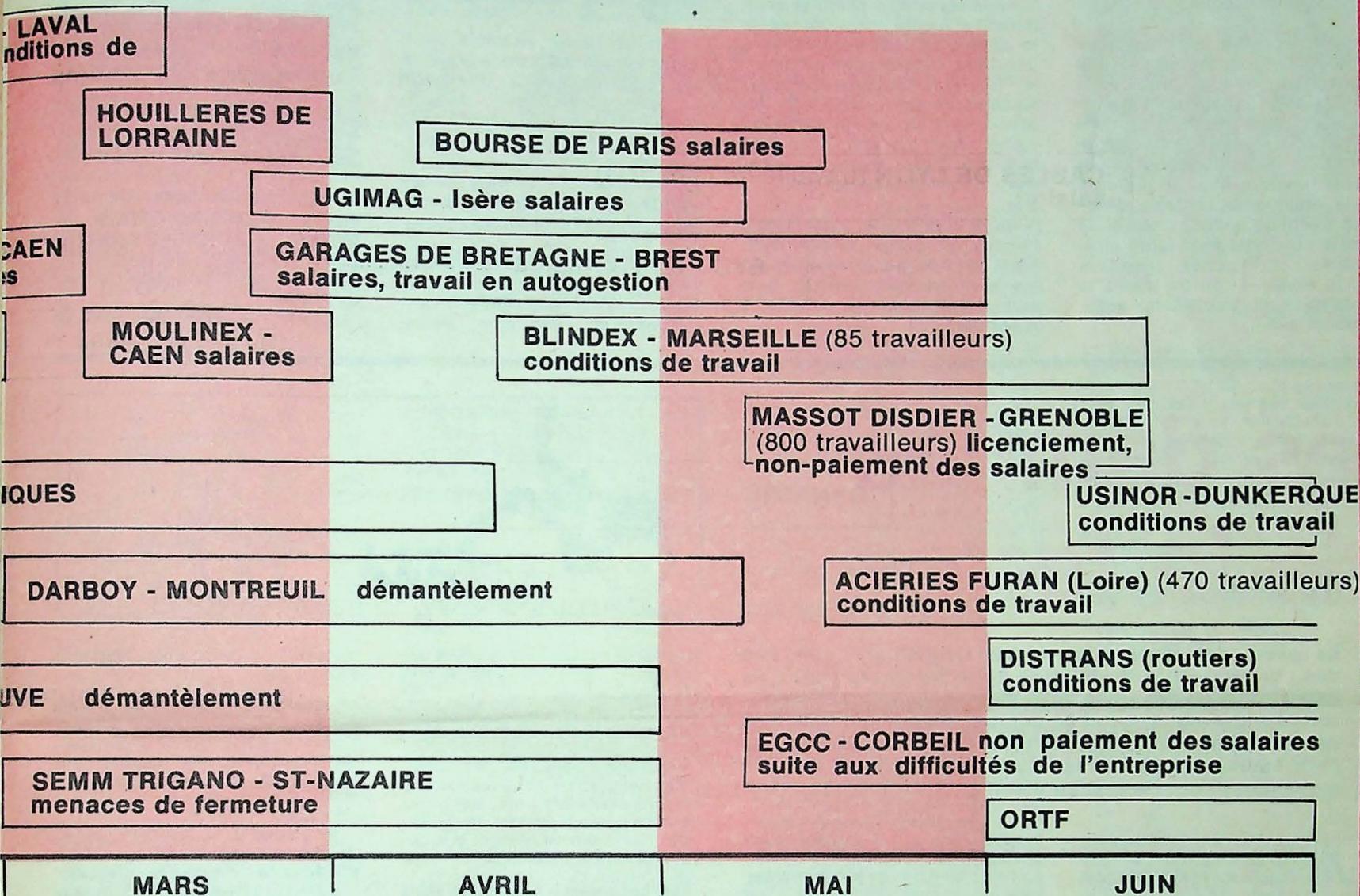
leurs. Reconversion du secteur civil en militaire, acceptation de la domination américaine pour la mise au point d'un Super-Concorde : 5 000 salariés de la SNIAS ont défilé dans les rues de Toulouse pour la préservation de l'emploi, le maintien d'une activité de production motrice pour la région, contre l'exode forcé où les transferts organisés.

La fermeture de l'établissement SNIAS de Chateauroux et l'annonce des licenciements à Zenith-Aviation montre qu'on en est là aussi qu'au début et que la rentrée est lourde de menaces. Fourcade, le digne successeur de Giscard à l'Economie et aux Finances, l'a avoué lui-même : « la situation est plus grave qu'il ne le pensait ».

Quand la bourgeoisie observe les fruits de la crise que son système produit elle n'a que deux

conflits premiers mois

Spécial
BILAN



conflits ont été les plus nombreux. Toutefois, en mai, période électorale, la diminution n'est pas si importante. Le mois de juin n'étant pas traditionnellement favorable aux luttes, la situation de cette année nous paraît devoir être considérée comme positive.

Il faut aussi noter que dans les luttes les plus importantes, les grandes entreprises en sont le plus souvent absentes. C'est sûrement le signe que

les causes de conflits s'appuient sur les conséquences économiques touchant les travailleurs, et que bien entendu, les entreprises les plus faibles sont les plus vite touchées. On peut supposer qu'à terme le même phénomène se constatera dans les grandes entreprises. Encore que là, l'importance du système syndical peut gêner l'éclosion de luttes aussi puissantes et imaginatives.

moyens de réagir : l'accentuation de l'exploitation de la classe ouvrière, la répression sur les couches populaires. Nous n'en sommes qu'au premier acte sous le règne des Giscard-Poniatovsky, le deuxième se prépare en coulisse.

● pour l'amélioration

Usinor-Dunkerque, une des usines les plus modernes du capitalisme français, vient de provoquer le 73^e accident mortel en 12 ans. A Fos, il en a coûté 35 morts pour construire le complexe industrialo-portuaire qui fait la fierté des grands patrons modernistes. Ces meurtres perpétrés quotidiennement au nom de la « poursuite de la croissance » sont révélateurs de l'absence de mesures sérieuses pour l'amélioration de la condition des travailleurs. Leurs luttes qui ont surgi à Dunkerque, ces derniers temps

de même qu'à un degré moindre, la forte mobilisation dans les banques ont montré, que les salariés n'acceptaient plus collectivement d'être traités comme des objets que l'on utilise, que l'on fait produire, que l'on opprime et que l'on méprise. Que ce dont il s'agissait c'était en même temps de leur vie, de leur sécurité et de leur dignité. Les mouvements de solidarité qui se sont manifestés à l'égard des travailleurs immigrés, premières victimes de cette sur-exploitation aveugle et leur propre mobilisation l'ont aussi souligné comme à Marseille et dans la région parisienne.

Le coup d'arrêt porté à l'immigration sous le prétexte fallacieux d'améliorer les conditions d'accueil des travailleurs étrangers, en réalité pour réduire le chômage, va accentuer indirectement la prise de conscience de cette nécessaire solidarité.

● contre la répression

Insidieuse, quotidienne, la répression s'exerce d'abord à travers l'organisation capitaliste du travail : cadences, petits chefs, primes... ou sanction. Hiérarchie insupportable, qui, outre le prolongement habituel et robotisé de la machine, fait du salarié celui qui est en dessous et sur lequel — ou sur laquelle — peut s'exercer le chantage, l'agressivité, la bêtise du rouage supérieur. Luttés des femmes dans les entreprises textiles — comme à Cerizay — dans l'électronique — comme à LMT et ITT Laval ou Lanion — encore plus exploitées et plus opprimées parce que femmes. « Nous sommes comme ouvrières encore plus exploitées que les autres parce que nous sommes femmes et parce que nous sommes jeunes » disait une camarade de Cerizay, comme aurait

pu le confirmer les travailleuses de Doux-Pederne.

Mais répression anti syndicale aussi comme à Cerizay précisément où le patronat veut décapiter l'organisation que se donnent les travailleurs pour exercer encore plus féroce son exploitation ou comme à la SAVIEM et chez Berliet où les responsables CFDT sont toujours les premières cibles de la direction ou encore chez Chrysler et Citroën qui organisent de véritables milices policières ou CFT et annoncent comme une bombe des licenciements massifs, (chez Chrysler) ou une fusion surprise : Citroën-Peugeot.

Année difficile, année de luttes offensives qui, si dans l'expression des statistiques du ministère du Travail, elle n'apparaît pas comme une année record de jours de grève, aura pourtant été une année de grande avancée sociale et politique.

front des luttes

Lip 73 - Usinor 74

Pour trois raisons :

— la première, et il nous faut y revenir, parce qu'il y a eu la lutte victorieuse des Lip. Certes cette lutte et cette victoire sont importante en elles même mais aussi parce qu'elles ont enrichi l'expérience et la conscience de la classe ouvrière. Mise en pratique de la stratégie de contrôle, développement de la démocratie et de l'unité ouvrières avec leurs difficultés et leur succès, ouverture sur la réalité — ou du moins la pédagogie du socialisme autogestionnaire.

— la seconde parce qu'ouvertement et à différentes reprises la jonction s'est faite entre les projets d'une organisation politique, le PSU, et la pratique des luttes sociales et parce qu'elle a dépassé l'expérience qui l'avait fait naître : avec Cerizay, avec Darbois, avec Doux Pederneq, à la Savie, dans les banques etc...

— la troisième et c'est la plus importante parce qu'elle pose deux types de questions auxquelles le mouvement ouvrier dans son ensemble doit se préparer à répondre.



Après les employés de banque, les agents de change en grève.

Les véritables victoires n'ont été obtenues que dans la pratique de l'unité de classe. Une unité souvent conflictuelle, difficile mais fondée sur la volonté et la conscience profonde que la pratique de la démocratie ouvrière et la solidarité sont les plus solides atouts pour la victoire des travailleurs malgré leurs divergences.

L'articulation entre la pratique des luttes et leur traduction politique ne s'est jusqu'alors qu'imparfaitement exprimée. Parce

que les organisations politiques traditionnelles présentes se sont trouvées bien souvent en retard et en deça de l'offensive dans la lutte sociale. Parce qu'enfin les forces socialistes et populaires n'ont pu jusqu'alors, en France, et notamment le courant socialiste autogestionnaire, formuler en termes politiques précis, en termes d'organisation et de programme d'action les exigences que reflétaient ces expériences de luttes.

Jean NAUROIS ■

les damnés de la terre

Le revenu des paysans baisse très rapidement : c'est une des conséquences de la crise actuelle. Compte tenu de l'augmentation des coûts de production qui se situe à environ 30% depuis un an et de la stagnation ou de la baisse des principaux produits agricoles, à part les céréales, on peut estimer que la baisse du revenu atteindra 40% en moyenne. Et ce n'est qu'un début...

Dans les deux ans qui viennent, la crise va s'aggraver, et tous les responsables agricoles savent dès maintenant que ce sera la crise la plus grave que le monde paysan ait connue depuis 1945. Si l'évolution actuelle se confirme, de très nombreux agriculteurs vont faire faillite, vont devoir quitter leur terre et leur cadre de vie et vont venir grossir la masse des chômeurs qui déjà sera plus importante qu'avant.

Ceux qui vont partir ne sont pas les plus vieux, ni les plus petits, ni les moins productifs. Ce sont ceux qui ont investi, qui ont des dettes auprès du Crédit Agricole et qui ne pourront pas rembourser les annuités. Quel gaspillage ! Que vont devenir les porcheries, les étables toutes neuves financées grâce au surtravail paysan ? Gaspillage humain, aussi ! un homme de 35 ans qui quitte son métier et son pays pour aller travailler comme manœuvre est un homme qui doit oublier tout ce qu'il savait et repartir à zéro.

compromissions

Pendant ce temps, les responsables agricoles continuent de dire : « investissez », « augmentez votre productivité » et ils croient œuvrer pour le bien des paysans en décrochant quelques prêts bonifiés supplémentaires...

Ni le gouvernement, ni les représentants des agriculteurs n'ont le courage de définir des orientations, des choix. Chirac se contente de dire « le revenu des agriculteurs augmentera moins vite que celui des autres catégories socio-pro-

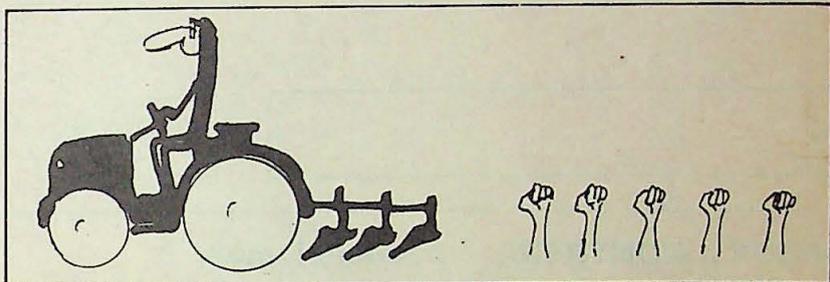
fessionnelles ». Il n'ose pas réunir la Commission nationale d'orientation de l'élevage. En matière d'élevage par exemple, nul ne sait s'il faut encourager les races à viande ou non.

Les mesures prises sont des mesures conjoncturelles visant à prolonger le statu quo. Ainsi la politique dite de « développement » continue à aider les 10% d'agriculteurs membres des groupements de vulgarisation agricole, alors que les mêmes touchent toutes les aides (prêts bonifiés, plans de relance, aides aux groupements de producteurs, conseils gratuits d'un technicien payé par tous les agriculteurs, etc.).

Les responsables des organismes destinés à servir les agriculteurs (centres de gestion ou d'insémination, services fonciers des Chambres, instituts techniques, organismes syndicaux, etc.) pensent avant tout à financer coûte que coûte leurs organismes, pour que tout continue comme avant. D'où des compromissions de plus en plus nettes avec le Pouvoir, distributeur de maigres subsides. Mais lesquels d'entre eux ont le courage de remettre en cause leurs propres organismes et leurs méthodes ?

La technocratie est dans l'impasse. La crise fera de toutes façons des dégâts, et nous n'avons pas de recettes miracles à proposer pour en annuler les effets du jour au lendemain, même si demain l'Etat était au moins des forces populaires.

Mais déjà nous pouvons dire dans quel sens il faut aller dès aujourd'hui pour éviter que demain il n'y ait plus d'agriculture du tout et que



les trois quart de la France soient une grande friche, ou une forêt de pins Douglas.

évolution nécessaire

Nous n'éviterons cela qu'en assurant à terme à tous les agriculteurs, et en particulier aux jeunes, une rémunération normale pour un travail normal, c'est-à-dire équivalent aux autres secteurs de l'économie.

En même temps, il faut permettre à ces agriculteurs de disposer des

moyens de production qui leur sont nécessaires.

Enfin, les agriculteurs ne doivent pas en rester à une mentalité d'entrepreneurs individuels, mais devenir des producteurs travaillant en commun. D'où une évolution nécessaire des mentalités et de la conscience politique.

Pour nous, un seul moyen d'atteindre ces buts : **développer une stratégie de contrôle à tous les niveaux.**

La DPN du PSU a proposé dans cette optique quatre axes de travail :

1 - Garantie d'un revenu minimum par travailleur :

Le calcul du revenu minimum doit être basé sur le prix d'un produit pour une quantité produite par travailleur et permettant un salaire équivalent aux autres secteurs de l'économie, et ce, calculé par région tenant compte des disparités régionales, et du besoin de maintenir une population agricole pour l'équilibre écologique.

Dans un premier temps, pour avoir des bases chiffrées d'une juste rémunération de leur travail, il faut que les paysans calculent eux-mêmes les éléments du prix de revient de leurs produits, ce qui sera un premier élément de contrôle populaire.

C'est le rôle des militants du parti que de travailler par ce moyen à développer la prise de conscience qui ne peut manquer de se faire dans le monde paysan à l'occasion de la grave crise qui l'atteint.

2 - Problème foncier -

Le sol agricole est l'outil de travail des paysans mais aujourd'hui, chez les notaires et les experts fonciers, parfois la SAFER, l'argent des gros et des malins achète de plus en plus cher toutes les terres libres. Il faut donc viser à :

— une répartition du sol agricole disponible en fonction des besoins des plus petites exploitations ;

— une moralisation du marché foncier par un développement systématique des luttes (intervention directe,

etc...) contre toute opération spéculative. Dans un premier temps, il faudrait arriver, par exemple, à définir la valeur vénale d'une terre, du point de vue de son utilité agricole comme on a pu en déterminer la valeur locative au niveau des commissions paritaires des baux ruraux.

3 - au niveau des organisations agricoles -

Dans l'action syndicale notamment, les militants du parti doivent impulser toutes les luttes qui vont être menées pour la défense du niveau de vie des agriculteurs afin qu'elles débouchent sur des comités de contrôle populaire, redonnant le pouvoir aux paysans de base, par le refus de la délégitimation de pouvoir en exigeant que les décisions soient prises en A.G.-

4 - Pas de secteur autonome -

Dans tous les cas, les militants agricoles du PSU provoqueront l'élargissement du débat politique en direction de tous les militants anti-capitalistes,

— pour préparer et animer les luttes paysannes.

— pour affirmer leur solidarité dans celles du secteur para-agricole, ainsi que dans les luttes ouvrières et internationales ;

— enfin pour ne pas laisser sans réponse crédible la question : quelles sont pour l'agriculture, les voies de passage au socialisme ?

Secteur paysans PSU ■



Foccart : l'homme des besoins salissants.

néo-colonialisme de Foccart à Abelin

La « coopération » entre la France et l'Afrique, c'était Foccart, le créateur du service d'action civique (SAC), l'animateur des réseaux de barbouzes gaullistes : Giscard l'a vidé. C'est aujourd'hui Pierre Abelin, administrateur d'ITT. Voilà en effet du changement. Mais le néo-colonialisme ne va pas mourir pour si peu...

Il faut dire qu'on revient de loin : sous de Gaulle, avec Foccart et ses agents, la France intervenait ouvertement dans ses anciennes colonies qui n'étaient « indépendantes » que pour la forme. Les réseaux de Foccart, c'était une sorte de CIA, avec moins de science et de moyens, mais plus de complicités et de « connaissance du terrain ». De Gaulle avait chargé Foccart en 1960 de « doubler » le SDECE ? jugé pro-OAS ; ancien de la « colo » et spécialiste de l'import-export en Afrique, il a aussitôt placé des hommes à lui au sein des missions diplomatiques, dans les maisons de commerce françaises, et parmi les équipes de « conseillers » français chargés d'assister ou de surveiller les nouveaux chefs d'Etat africains. Du beau travail, qui a servi à garder intact durant plus de dix ans le dispositif néo-colonial française et permis le contrôle étroit de l'industrie et du commerce, de l'enseignement et des moyens d'information, de l'armée et de la police dans tous les Etats africains francophones — Guinée et Congo exceptés.

Pourtant, depuis quelques années, Foccart n'était plus aussi « au parfum » qu'au moment de l'affaire Ben Barka : Poher, en 1969, l'avait démis, le temps d'un intérim ; Pompidou, en le réintégrant, l'avait rétrogradé : il était trop voyant. Les événements en Afrique ont fait le reste : à partir de 1971, la plupart des Etats africains se sont mis à discuter, contester, tempêter parfois, preuve, que Foccart, le Secrétaire général aux Affaires africaines et malgaches, ne tenait plus son monde aussi solidement que par le passé. Mieux : en 1972, les Mauritaniens ont rompu bruyamment les amarres de la zone franc ; les Malgaches ont chassé Tsiranana, l'homme-lige de Foccart, et dénoncé les « accords d'esclavage » ; les Dahoméens ont attaqué l'ambassadeur de France à coups de pierre ; et partout — même dans les plus féales des

« républiques-bananes », même au Gabon, même au Tchad — on s'est mis à tenir un langage plus ferme, celui d'Etats qui estiment avoir le droit d'exister. Enfin !

jouer serré

Pour eux, le départ de Foccart, c'est un peu le symbole de la fin du colonialisme de « faire-valoir direct », avec la présence de l'armée française aux portes de chaque capitale, les Européens aux postes de commande du commerce et de l'administration, le monopole des compagnies fran-



çaises sur les airs ou dans les mers. Maintenant, le gouvernement français va devoir jouer plus serré : les chefs d'Etat africains limogent les uns après les autres leurs conseillers, jugés trop sérieux ou trop actifs ; ils renvoient — comme le Niger récemment — les militaires français ; ils se préoccupent d'adapter un peu leur système d'éducation aux réalités du pays... Il faut donc que le capitalisme français accepte — s'il veut continuer à tenir la première place dans ces pays — de composer avec les bourgeoisies nationales qui s'y constituent peu à peu.

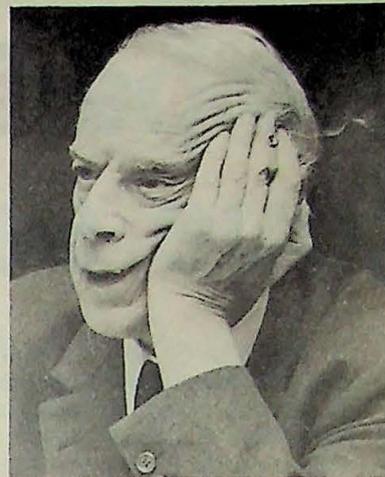
Cette évolution est en cours et l'homme choisi par Giscard pour l'incarner — côté français — est Pierre Abelin, le nouveau ministre de la coopération de Giscard. Abelin, ce sont les affaires au

pouvoir : des intérêts personnels dans de nombreuses sociétés (dont le Chemin de fer franco-éthiopien) et un fauteuil d'administrateur au trust ITT, le « tombeur » d'Allende (1). C'est aussi une nouvelle conception de la « coopération » : cet homme de droite, atlantiste bon teint et capitaliste éprouvé, accélérera tout naturellement l'évolution entamée avant lui : la « privatisation » de « l'aide » française, qui devient aussi — plus encore que par le passé — un moyen détourné de procurer aux entreprises françaises les marchés ou la main d'œuvre à bon marché qui leur manquent aujourd'hui.

les bonnes affaires

En d'autres termes, on ne donne plus, on prête ; de plus on ne prêterait désormais qu'aux riches ; enfin, c'est à l'initiative privée de prendre le relais de l'Etat français. Comme dit Giscard (interview à « Fraternité-Matin ») : « Les Etats africains sont des partenaires internationaux à part entière ». Donc, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs ; la loi étant celle du plus fort ou du plus offrant. L'objectif : en ne s'opposant plus à une africanisation superficielle du secteur économique et de la fonction publique locales, favoriser la montée d'une bourgeoisie africaine susceptible d'être un interlocuteur économique valable pour le capitalisme français, et de le décharger des tâches salissantes, en particulier, la surveillance et l'encadrement (qui sont de plus en plus mal supportés par les Africains).

Dans ces conditions, il se pourrait bien que la France laisse tomber peu à peu les pays africains les plus déshérités (ceux de la zone sahélienne, par exemple) et concentre son intérêt sur quelques pays où les affaires marchent (comme le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Maroc) ainsi qu'en direction des pays arabes (2). C'est ce que Pierre Abelin, après bien d'autres qui ont prétendu modifier la politique de la France avec le Tiers-Monde, appelle « repenser la politique de coopération ». En attendant, on ferme les frontières aux travailleurs immigrés, on fricote avec les Espagnols, les Iraniens, les Chiliens, les Sud-Africains, on signe les chartes atlantiques, et on s'appête à faire



Abelin : on ne prêterait qu'aux riches.

repartir l'Europe du capital. Autant dire que les Africains devront surtout compter sur eux-mêmes...

Ph. MARIELIE ■

(1) Giscard avait pressenti en premier Max Lejeune, ex-socialiste ; mais ce dernier avait refusé : « Je ne me vois pas donnant l'accolade à Boumediène », aurait-il répondu. Ouf !

(2) De ce point de vue, la « coopération » avec l'Iran est évidemment exemplaire...

Alerte : le sionisme veut frapper vite !

Un étudiant palestinien de vingt-cinq ans, Ahmed Hassan Abbas Al-Assadi, a été tué par balles par les éléments sionistes dans l'Etat du Michigan, aux Etats-Unis. Une nouvelle campagne israélienne d'assassinat de personnalités palestiniennes actives risque de se déclencher tant en Amérique qu'en Europe et au Liban, où les agents sionistes et impérialistes réussissent parfois à monter des provocations jusque dans les camps de fedayin.

La brochure publiée récemment par le Collectif national Palestine sur les « crimes israéliens en Europe » rappelle opportunément les menées des agents sionistes qui ont abouti aux attentats perpétrés contre Hamchari, Boudia et Kubbessy. On sait, depuis le procès d'Oslo, que Paris est le centre des réseaux sionistes européens. D'autres attentats peuvent se produire. Il semble bien qu'en Israël, la politique de Rabin se durcisse dans le sens d'une stratégie visant à la liquidation physique de la Résistance palestinienne. Les raids intensifs contre les camps de réfugiés au Sud Liban en sont la preuve.

Israël est poussé dans cette voie par le lobby sioniste américain qui influence l'envoi d'armes nouvelles pour renforcer le potentiel agressif d'Israël. Dans cette conjoncture, les Palestiniens eux-mêmes sont en danger. Notre solidarité doit se renforcer autour de nos amis de la Résistance palestinienne. Celle-ci, loin de désarmer, développe son action dans les territoires occupés : une quarantaine d'opérations contre des installations militaires sionistes ont été organisées durant le mois de juin.

A.L. ■

international

l'impérialisme joue serré

Si on regarde les six mois qui viennent de s'écouler, le remplacement de Pompidou par Giscard n'est certainement pas un élément marquant dans l'évolution des relations internationales: Giscard est atlantiste mais Pompidou l'était aussi. Rien n'aura été changé non plus par le « sommet » Nixon-Brejnev. Il n'aura apporté qu'une chose : la certitude que Nixon est beaucoup plus populaire en URSS qu'aux Etats-Unis. C'est un peu attristant, mais pas plus.

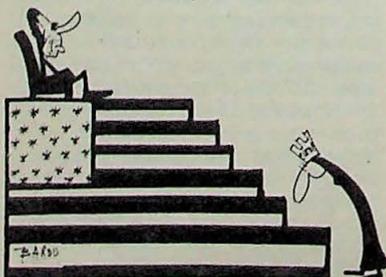
Il est vrai que Giscard, représentant plutôt la grande bourgeoisie d'affaires va accélérer l'intégration de la France dans le monde atlantique. Mais ce n'est pas une rupture par rapport à ce qui se passait auparavant. Le patronat « national » souhaiterait bien sûr être moins tributaire des décisions américaines et Pompidou, peut-être plus sensible à ses revendications, a été tenté parfois de rechercher un peu d'indépendance. Seulement, voilà : l'indépendance aujourd'hui passe par des décisions qui vont à l'encontre des mécanismes du marché. Il y a longtemps que la bourgeoisie a renoncé à l'indépendance pour sauvegarder l'économie du profit si bien que le remplacement de Jobert par Sauvagnargues au ministère des Affaires étrangères est tout juste un épisode.

L'événement n'aura pas été non plus les récents entretiens Nixon-Brejnev, qui n'apportent absolument rien par rapport à la situation antérieure. Une chose, tout de même : pour la seconde fois Nixon vient d'utiliser les techniques de règlement des conflits de la guerre froide uniquement pour essayer de sauver son fauteuil à Washington ; la première fois, c'était pendant la guerre du Proche-Orient, à l'automne 1973, quand il a fait savoir qu'il mettait les bases nucléaires américaines en état d'alerte, comme si un conflit sérieux risquait de se produire avec l'URSS, alors qu'il ne s'agissait que de désarmer l'opposition intérieure aux Etats-Unis.

débat passionné

Le plus important, peut-être, s'est passé au Portugal. Aujourd'hui, face à un Spínola qui retrouve devant les travailleurs portugais ses réflexes de classe, le maintien au pouvoir des communistes et des socialistes semble chaque jour plus difficile. Mais quoi qu'il arrive, rien ne pourra plus maintenant effacer le choc produit par le renversement du fascisme et l'union entre les travailleurs portugais et les mouvements de libération des anciennes colonies portugaises d'Afrique.

A Bruxelles, où Nixon fait escale : la capitulation de l'Europe.



Une autre transformation importante s'est produite au Proche-Orient. Au début de 1974, les Etats-Unis avaient été contraints de reconnaître les « droits légitimes du peuple palestinien », une évolution intérieure se produisant en Israël, qui allait conduire un peu plus tard au départ de Golda Meir (et toute une propagande se développait sur le thème « si c'est le général Rabin qui succède à Golda Meir, cela signifie qu'une équipe plus intelligente, plus disposée à la négociation, à la recherche d'une solution acceptable, va succéder au gouvernement actuel, intransigeant, ultra réactionnaire, fermé à tout ce qui n'est pas rapports de force brutale »). A cette époque, on envisageait pour le printemps une conférence à Genève pour trouver une solution au moins provisoire dans la région.

La résistance palestinienne, dont le rôle, l'importance, la représentativité, avaient été consacrées à la Conférence d'Alger, ouvrait alors un débat passionné parmi tous ses militants pour déterminer l'attitude à adopter face à cette situation nouvelle.

Il est d'une importance fondamentale pour la résistance palestinienne, mais aussi pour le socialisme en général qu'une discussion tout à fait démocratique ait eu lieu entre les militants palestiniens sur des problèmes aussi difficiles que la participation à la conférence de Genève, l'attitude à adopter devant la perspective de création d'un Etat palestinien, la nature de cet Etat et le rôle qu'il pourrait jouer.

Malheureusement, ce débat n'est plus réellement d'actualité et la situation a bien changé en six mois : reçu au Caire comme un sauveur, Nixon ne parle plus des Palestiniens et de leurs droits. Rabin est apparu pour ce qu'il est réellement, aussi brutal, aussi borné, aussi décidé que Golda Meir à liquider les Palestiniens jusqu'au dernier. Ceux qui voyaient en lui l'homme d'une solution négociée en seront pour leurs illusions. Quant à la conférence de Genève, elle n'a pas encore eu lieu et si elle se tient, ce sera sans doute pour essayer de susciter l'apparition de quelques notables, entièrement acquis à Hussein de Jordanie, prétendant parler au nom du peuple palestinien et avec qui on essaiera de monter une parodie d'accord territorial. L'idée de gouvernements fantoches, qui leur a si bien réussi avec Thieu au Sud-Vietnam et avec Lon Nol au Cambodge, il est probable que les Etats-Unis vont essayer de la reprendre au Proche-Orient.

En attendant, les services spéciaux israéliens infiltrèrent les camps de la résistance palestinienne au Liban, montent des opérations de provocation

pour essayer de susciter l'hostilité de la population libanaise contre les Palestiniens ; les troupes israéliennes multiplient les opérations d'anéantissement des camps palestiniens au Liban, et les militants de l'OLP sont de nouveau menacés aux Etats-Unis et en Europe.

grands vainqueurs

Pour nos camarades palestiniens, il ne s'agit plus de savoir s'il faut accepter la création d'un Etat et comment cela peut se concilier avec la poursuite de l'action révolutionnaire. Après avoir acheté quelques soutiens, désarmé quelques méfiances par des promesses qu'ils n'ont jamais eu l'intention de tenir, les Etats-Unis reprennent la politique que la solidarité de l'ensemble des Etats arabes avec les Palestiniens les avait contraints d'abandonner : le risque aujourd'hui, c'est une fois encore, le massacre de l'ensemble de la résistance palestinienne, la liquidation physique de ses militants. Notre premier devoir est de tout faire pour empêcher que cela se produise.

Elément majeur aussi, la bataille ouverte l'hiver dernier pour le contrôle des ressources naturelles et particulièrement des matières premières. Ses enjeux ne nous sont pas très familiers et nous ne sommes pas très habitués aux formes qu'elle prend.

C'est une bataille qui exprime de façon frappante le contrôle d'une population sur les richesses du sol qu'elle occupe. Elle exige une parfaite connaissance du rapport des forces à un moment donné : par exemple, lorsqu'il s'agit d'un produit comme le pétrole pour lequel la demande est très grande et difficilement réductible, les pays producteurs ont pu arracher une partie des profits fabuleux réalisés par les grandes compagnies. Mais pour d'autres produits (le cacao par exemple, ou même l'uranium) le rapport des forces actuelles ne permet pas de mener la même bataille.

C'est au surplus une lutte qui, comme toutes les formes de contrôle populaire, est avant tout une lutte politique, elle exige une explication sur les mécanismes de l'exploitation capitaliste pour combattre la propagande qui essaye d'opposer les pays producteurs de matières premières aux pays industriels et de dresser les travailleurs et les consommateurs des pays les plus riches contre la population des pays producteurs. Et pourtant, bien que ce soit une forme de lutte pour un contrôle populaire, nous n'avons pas encore trouvé (et il serait urgent de le faire) les moyens d'exprimer la solidarité des travailleurs dans les pays industriels avec la population des pays producteurs.

Les grands vainqueurs de ce qu'on a appelé la « crise du pétrole » (qu'elles ont à peu près organisée de toutes pièces) ce sont les sept ou huit grandes sociétés qui contrôlent le marché mondial du pétrole. Et les grands vaincus, ce sont les firmes d'automobiles et les compagnies d'aviation. Et ce sont, dans tous les pays, les petites exploitations au détriment des grandes qui seules peuvent se passer d'un crédit devenu hors de prix ou aller chercher l'argent là où il n'est pas encore trop cher. Et les victimes de cette inflation, de ce resserrement du crédit, on les trouve aux Etats-Unis autant qu'au Japon, en Allemagne ou en Italie, même si, en moyenne, chaque

Kissinger, et ses « protecteurs rapprochés » : il est partout chez lui.



pays en subit différemment les conséquences, selon les structures de son industrie. Mais cela veut dire que les évolutions se font maintenant sur un plan purement international et que les firmes les plus puissantes ne sont plus tributaires de l'évolution économique du pays dans lequel elles sont implantées.

la guerre de 1870

Cela ne rend que plus anachronique le fait que le mouvement ouvrier reste figé dans des structures nationales, avec des partis politiques censés représenter la classe ouvrière d'un pays et s'exprimant par l'intermédiaire de responsables mandatés pour exprimer la position du parti (et donc des travailleurs du pays) sur tous les problèmes et chargés de rechercher des accords diplomatiques et des alliances avec les partis des autres pays.

Avec cette conséquence que s'il y a plusieurs partis ayant la prétention de parler au nom des travailleurs d'un même pays, leur préoccupation essentielle est d'être « reconnus » par les partis étrangers, si bien que depuis des années et des années, les organisations du mouvement ouvrier se trouvent embarbouillées et paralysées par d'in vraisemblables querelles du protocole.

C'est une situation qu'il va falloir changer, et très vite : l'évolution du capitalisme l'exige, autant que notre conception de l'autogestion. Elle signifie, essentiellement, qu'une communauté doit pouvoir décider des affaires qui la concernent, et par conséquent que tous les problèmes ne doivent pas être traités au même niveau, que certaines questions se posent à l'échelon local, ou régional, d'autres à l'échelle nationale, d'autres ne peuvent être résolues que sur une zone géographique qui dépasse les frontières nationales.

La conséquence est qu'il ne s'agit pas de charger des « spécialistes » des questions internationales de déterminer « les interlocuteurs valables » pour leur infuser sur tous les problèmes la bonne parole du parti, mais bien que, quand des travailleurs se trouvent affrontés à un problème qui se pose sur une vaste échelle géographique, ils puissent déterminer avec les autres travailleurs intéressés les objectifs, les formes et les étapes de leurs luttes.

Ce sera très difficile d'y parvenir, parce que cela va à l'encontre des modes de pensée, des habitudes et des réflexes acquis depuis des générations, et ce n'est pas facile non plus à réaliser matériellement. Mais c'est indispensable. Faute de quoi, le mouvement ouvrier continuera tranquillement d'astiquer le dernier bouton de guêtre pour préparer la guerre de 1870.

Bernard JAUMONT ■

CHILI : le « message de lutte et d'espoir » d'Edgardo Enriquez (MIR)

« Nous voulons élargir nos relations avec les forces progressistes d'Europe », c'est le sens de sa présence en France, tel que l'a rappelé mardi, Edgardo Enriquez Espinosa, membre de la commission politique du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), lors d'un entretien au PSU avec Robert Chapuis. Le représentant du MIR, qui est le frère de Miguel Enriquez, se-

crétaire général du mouvement, avait participé samedi et dimanche à la conférence pan-européenne « solidarité Chili ». Au cours de cette rencontre avec Robert Chapuis, Edgardo Enriquez devait développer les analyses de son parti sur la situation du Chili, à l'intérieur comme à l'extérieur, et rappeler toute l'importance de la solidarité internationale : « Nous souhai-

tons, déclara-t-il notamment, que de nombreuses manifestations aient lieu le 11 septembre prochain, jour anniversaire du putsch fasciste. Mais au-delà et d'une façon générale, il faudrait qu'aucun envoyé de la junte ne puisse venir en Europe et dans le monde entier sans que la police ne soit obligée de le protéger de la haine du peuple. Il faudrait aussi que les syndicats mènent des ac-

tions, non seulement dans les ports mais aussi dans les fabriques d'armes destinées au Chili ».

La veille, Edgardo Enriquez avait donné une conférence de presse pour dresser longuement une sorte de bilan du fascisme, de la résistance et de l'espoir au Chili. En voici d'importants extraits :

J'ai quitté récemment le Chili pour informer les travailleurs et les révolutionnaires du monde que la résistance ouvrière et populaire a réalisé d'importants progrès et qu'elle s'appête à se relever définitivement après la sanglante et brutale défaite populaire du 11 septembre (...).

Je parle ici au nom de la direction du MIR et de tous ses militants qui ont su combattre le 11 septembre, rester à leur poste au Chili, avec la classe ouvrière et le peuple à l'heure amère de la défaite et qui ont centré l'effort organisé du parti pour la préparation de la résistance populaire.

Mon parti, lui aussi, a été touché par la répression, mais, finalement, il est là, presque en entier, recomposé. Il fonctionne, grandit et se prépare pour la guerre ouverte et sans trêve, sur tous les fronts contre la dictature gorille (...).

La dictature militaire chilienne ne peut se soutenir que sur la base d'un peuple résigné à son destin ou incapable de lutter. Mais la classe ouvrière et le peuple chilien, même s'ils ont souffert une grave défaite le 11 septembre, ne sont ni résignés à leur sort, ni incapables de lutter (...).

l'exemple du 1er mai

Pendant ces neuf mois difficiles, les militants de la gauche chilienne qui travaillent clandestinement, les torturés qui ne parlent pas, les prisonniers qui ne se laissent pas intimider, les camarades qui affrontent le peloton avec courage et dignité, ceux qui sont restés au Chili pour combattre, les avant-gardes les plus aguerries de la classe ouvrière qui font la grève pour protester contre l'arbitraire de la junte militaire ont démontré leur décision de lutte (...).

Le peuple chilien ne se résigne pas à pleurer simplement ses héros et ses martyrs ; aujourd'hui, il soigne ses blessures et il verse sa haine et sa foi inébranlable dans la victoire contre la dictature.

C'est pour cela que mon parti m'a envoyé à l'extérieur ; non pour vous faire part d'un message de larmes, de misère ou d'abattement mais pour vous apporter un message de lutte optimiste et pleine d'espoirs.

En s'appuyant sur la marche objective de la lutte de classes au Chili et



Edgardo Enriquez avec Robert Chapuis, à la conférence pan-européenne sur le Chili.

non sur un volontarisme du Parti, le MIR peut dire aux travailleurs du monde que la résistance populaire chilienne gagne du terrain jour à jour, que la classe ouvrière et les masses populaires se réorganisent pour la lutte et qu'elles résistent de façon organisée, ici et là contre ce régime arbitraire.

Pour le 1er mai, par exemple, le MIR et les comités de la résistance populaire ont fait à échelle nationale un premier pas, coordonné quoique modeste, sur le terrain de l'agitation ouverte et les gorilles n'ont pu l'éviter ; des milliers de tracts ont été distribués dans tout le Chili par les activistes de la résistance ou au moyen d'explosions (...).

L'organisation clandestine de la résistance populaire s'étend dans tout le Chili et elle pénètre à nouveau dans les casernes (...).

revers économiques

C'est véritablement sur le terrain de la politique économique que la dictature gorille a souffert ses premiers revers importants : l'inflation galopante et les files d'attente pour acheter les articles de première nécessité réapparaissent tout le long du territoire national. Les soi-disant « messies » en uniforme ont échoué dans leurs promesses de faire disparaître les queues et l'inflation, et cela malgré la misère et l'énorme diminution du pouvoir d'achat imposée par la force aux masses populaires.

Maintenant, les crimes incroyables, la violente restitution des terres et des industries à la grande bourgeoisie, la superexploitation du travail salarié,

les hordes de chômeurs affamés qui déambulent sur les routes du Chili, la suppression de toutes les libertés démocratiques, ne peuvent être justifiées devant leurs alliés les plus bienveillants comme prix d'une récupération économique du pays.

L'impérialisme yankee et le gouvernement de Nixon en tête, affrontent une situation interne et externe difficile sur tous les terrains qui les empêche de donner aux gorilles chiliens les crédits à long terme et aux taux d'intérêt minimum dont la junte a implacablement besoin pour se stabiliser économiquement, ou même pour gagner un répit économique indispensable à son régime (...).

La Junte militaire chilienne perd rapidement son appui social initial et s'isole chaque jour davantage de la petite bourgeoisie de plus en plus mécontente et massivement frustrée.

Face à cette réalité qui les inquiète, certaines « camarillas » militaires prétendent retenir les adhérents au régime en créant un parti officiel.

Des idéologues fascistes de mauvais aloi et de hauts dirigeants appartenant à l'Opus Dei veulent y ajouter un projet de « corporatisme » du régime tendant à institutionnaliser la dictature gorille.

Mais les faits sont fort différents.

La dynamique sociale et politique provoquée par l'instauration au pouvoir de la Junte militaire, laisse aux gorilles une seule option : affirmer de plus en plus leur régime sur la répression, la torture, et la bestialité. Il n'y a plus de stratagèmes politiques qui permettraient à la dictature d'arrêter la débandade de sa base sociale

d'appui. Pinochet et ses sbires ne peuvent plus rebrousser chemin. Les généraux et les amiraux chiliens, de plus en plus isolés internationalement et impatientement pressés par l'impérialisme lui-même, ne peuvent obtenir l'aide qu'ils attendaient des capitaux de la métropole. Ils ont dû envoyer Pinochet mendier l'aide du Brésil et des autres pays voisins. Tout en maintenant une apparence digne grâce à la censure extrême imposée à la presse chilienne, ils subordonnent progressivement l'économie chilienne aux intérêts du sub-impérialisme brésilien (...).

Maintenant, les gorilles chiliens veulent démontrer au monde qu'au Chili il y a un « état de droit ». C'est dans cette optique qu'ils proclament à l'extérieur les audiences de leur conseil de guerre, qu'ils accordent des saufs conduits aux réfugiés politiques, qu'ils protestent contre les dénonciations dont ils sont l'objet.

dénoncer

Mais le monde entier doit savoir qu'il s'agit de grossières manœuvres d'assassins professionnels acculés à cacher leurs atrocités et leurs crimes.

Le monde entier doit savoir que toutes les confessions des accusés du « procès Bachelet et autres » ont été obtenues par des tortures sauvages et inhumaines aux prisonniers, à leurs femmes et à leurs enfants.

Nous devons dénoncer le fait que le général Alberto Bachelet est mort d'une attaque cardiaque provoquée par les tortures que lui avait infligées personnellement quelques heures auparavant un lâche tortionnaire appelé Horacio Otaiza, colonel de la FACH.

L'opinion publique mondiale doit savoir que le procès tant annoncé des personnalités du gouvernement antérieur, prisonnières au camp de concentration de l'île de Dawson a été précédé de pressions morales et de tortures physiques prouvées tout au moins pour les ex-ministres Clodomiro Almeyda et José Toha.

Il faut dénoncer le fait que la mort de José Toha a été causée par un état de choc provoqué par les tortures que lui avait infligées la veille, personnellement aussi, le colonel Otaiza.

Il faut dénoncer que notre camarade Bautista Van Schowen a été torturé et peut-être tué par les gorilles

DOM-TOM: pour l'autodétermination



L'affiche électorale de Debré, à la Réunion, en 1967 : les DOM-TOM, c'est la France.

Depuis que la charte de Morne-Rouge (1) a consacré l'unité des forces progressistes des divers DOM-TOM, dans la lutte de masse et dans l'alliance avec les partis et organisations de la gauche française pour l'obtention du droit à l'autodétermination, un certain chemin a été parcouru. On peut le baliser à plusieurs repères.

Tout d'abord, la dénonciation des fraudes électorales et des causes structurelles de ces fraudes a été organisée de façon plus systématique et plus vigoureuse qu'auparavant. Soutenues et demandées par la gauche, de multiples missions ont été envoyées tant aux Antilles qu'à Djibouti et à La Réunion. Ces missions ont accompli un travail rendu indispensable par l'impérialisme du pouvoir colonial et par l'ignorance de l'opinion entretenue par ce même pouvoir colonial et ses moyens d'information. Mais chacun sait que si des batailles peuvent se mener sur le terrain juridique, la victoire ne s'arrache que sur le terrain, en fonction du rapport des forces politiques.

sortir de l'enlèvement

En second lieu, la lutte des classes s'est considérablement accentuée. A travers les grèves menées aux Antilles, l'hiver dernier, pour la défense de l'emploi et l'alignement de la législation sociale et salariale sur celle de la métropole, à travers aussi les incidents sanglants du Lorrain en Martinique du 14 février dernier, à travers la lutte menée des semaines durant, tant par le personnel du journal « France Antilles » (du groupe capitaliste Hersant), que par les travailleurs de l'usine de Capès-Dolès, à l'appel de l'Union générale des travailleurs guadeloupéens.

A La Réunion, c'est une situation sociale explosive qui a provoqué l'or-

ganisation par la CGTR, le 18 février dernier, d'une journée d'action de masse pour exiger 8 000 F CFA d'augmentation immédiate par mois, l'ouverture de discussions sur les salaires et l'établissement d'un budget type minimum adapté aux besoins de la population réunionnaise. Cette journée fut une très grande réussite. Aujourd'hui, c'est encore le problème aigu des planteurs de canne menacés dans leur existence qui mobilise la population autour des forces de la gauche pour obtenir la revalorisation du prix de la tonne de canne à sucre.

Ce qui semble également caractéristique, c'est que l'acuité de la situation sociale (50 000 chômeurs, 4 000 licenciements prévus, rien que dans le bâtiment, cette année ; triplement du prix du riz en dix huit mois, etc.) est ressentie par de larges couches, jusqu'ici réservées dans leurs pronostics ou confiantes en la politique officielle.

En troisième lieu, — les résultats des présidentielles sont là pour le montrer et exprimer politiquement le sens des luttes menées — l'ensemble des forces de la gauche a nettement progressé dans l'opinion publique et conquis de nouveaux soutiens dans la plupart des DOM-TOM. Cela n'a été possible que parce que les éléments progressistes actifs prenaient appui sur les luttes pour la démocratie comme sur la lutte des travailleurs pour leurs revendications, afin d'avancer politiquement des solutions crédibles, à vrai dire les seules qui permettraient de sortir les DOM-TOM de l'enlèvement dans le retard

économique et la dépendance politique.

Il apparaît nettement en effet que, là où les forces progressistes utilisent comme à La Réunion une stratégie de masse, de mobilisation populaire sur des thèmes porteurs d'espoirs concrets (survie des planteurs, défense du pouvoir d'achat, etc.) exprimés en termes de classes, les résultats sont positifs. Par contre, là où les forces progressistes demeurent, soit encore gênées dans leur développement par des considérations de notables et des divisions internes, soit entravées dans leur action (pour autant souvent limitée à la démocratisation du régime) par le contre-feu de l'administration coloniale complice des dirigeants locaux au pouvoir, l'ensemble des populations n'a pu être suffisamment sensibilisée aux perspectives ouvertes par la ligne de l'autodétermination. Aux Antilles et à Djibouti, par exemple, on a pu quelque peu vérifier ces cas de figure.

Pour compléter ce tableau, il faudra évaluer le caractère probablement fallacieux de l'indépendance-maison prochainement octroyée aux Comores avec la bénédiction d'Olivier Stirn. Qu'est-ce donc qu'être indépendant pour un pays quand son économie a bien des chances de demeurer colonielement dominée ?

par la lutte

Aujourd'hui, la lutte des DOM-TOM pour leur autodétermination doit se renforcer et — à partir des divers acquis et des leçons d'un passé récent — prendre un nouveau départ. Il reste en effet à examiner des problèmes urgents : Mururoa et la Polynésie, la situation des petits planteurs réunionnais, l'accession des Comores à l'indépendance. Il faudra aussi avancer des analyses : le droit à l'autodétermination ne doit faire peur à aucun démocrate, car c'est tout simplement

le droit de ne pas en rester au statu quo colonial baptisé « départementalisation », source des inégalités et des injustices. L'autodétermination doit être arrachée par la lutte. Et la lutte doit aussi viser à imposer, le jour venu, à la métropole le maintien d'une aide économique qui ne soit plus attribuée à des privilégiés, mais répartie démocratiquement.

Basée sur la solidarité étroite entre forces de gauche des DOM-TOM et de France, l'action commune doit se renforcer. Pourquoi le « Comité de coordination pour l'autodétermination » ne recevrait-il pas mission de déclencher chaque année une campagne d'information politique et de solidarité sur un aspect ou un autre des problèmes des DOM-TOM : émigration, libertés publiques, aide économique ?

Pour sa part, le PSU ne manquera pas d'appuyer les camarades des DOM-TOM qui œuvrent pour la libération politique de leurs pays. Car, comme le dit le Manifeste de notre Parti (p. 79) : « L'Etat socialiste reconnaît le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il liquidera d'emblée les séquelles du colonialisme. Territoires et départements d'outre-mer détermineront eux-mêmes en toute indépendance les formes de leur organisation pour la transition au socialisme sur les bases de classes qui leur sont propres. L'Etat socialiste les aidera dans cette tâche si les travailleurs de ces pays en manifestent le désir ». Voilà qui, à la différence de certains autres textes sur la question des DOM-TOM, ne peut donner place à aucune interprétation équivoque.

Jean CORDAT ■

(1) Signée en août 1971 par les partis et organisations progressistes de Guyane, Guadeloupe, Martinique et Réunion.

bien que la Junte militaire nie encore sa détention.

Tout le monde doit savoir que, depuis le mois de mars, les bidonvilles sont systématiquement ratissés et que pendant ces opérations, des milliers de maisons sont perquisitionnées, des milliers de « pobladores » sont arrêtés, que leurs femmes sont humiliées et violées et que leurs enfants sont brutalisés.

Au camp de tortures de Tejas Verdes (1), des centaines de morts-vivants, mutilés sous les tortures, passent d'une machine de torture à une autre. Les prisons et les camps de concentration regorgent toujours de détenus. Toutes les nuits, sous l'empire du couvre-feu, des milliers de personnes sont arrêtées et humiliées. Jour après jour, des chiliens disparaissent entre les mains des gorilles et leurs familles n'ont jamais plus de leurs nouvelles.

guerre populaire

La torture sanguinaire, les coups, la vivisection, le viol des femmes, l'isolement arbitraire pendant des semaines sont monnaie courante aujourd'hui au Chili, sous l'étendard gorille de la « reconstruction nationale » (...).

L'accroissement de la lutte inter-bourgeoise au Chili, ainsi que la pré-

caire situation du pays ne permettent à personne de croire que la Junte militaire tombera par le seul effet de sa naturelle décomposition et de ses contradictions avec certaines fractions de la haute bourgeoisie ni même grâce à un collapsus économique.

Pinochet et ses sbires ne tomberont qu'après une guerre populaire prolongée difficile et pleine de sacrifices qui sera couronnée par la victoire militaire totale de la classe ouvrière et du peuple (...).

La guerre populaire est le seul chemin pour renverser la dictature et obtenir la victoire finale et définitive. La classe ouvrière a déjà payé très cher pour tomber à nouveau dans l'erreur de maintenir sa lutte dans les limites de la démocratie bourgeoise sans dépasser ce moment une fois la Junte militaire renversée.

La classe ouvrière du Chili a appris une leçon inoubliable de la défaite du 11 septembre. C'est pour cette raison que quand elle renversera la dictature gorille, elle continuera jusqu'à la victoire totale sur la haute bourgeoisie et l'impérialisme. Elle détruira l'Etat bourgeois jusque dans ses ciments et elle saura lever un Etat ouvrier et payan pour le remplacer (...).

Nos objectifs tactiques immédiats sont :

a) la constitution du front politique de la résistance populaire intégrée par les partis de l'ex-Unité Populaire, par des secteurs progressistes du PDC, disposés à lutter contre la dictature et par le mouvement de la gauche révolutionnaire, notre parti.

b) La constitution du mouvement de résistance populaire compris comme l'organisation de masse de la base du front politique de la résistance, organisation ample qui doit s'ouvrir aussi aux travailleurs inorganisés qui veulent lutter contre la dictature.

c) La constitution d'une armée révolutionnaire embryonnaire du peuple qui serait l'organisation militaire de la résistance et doit s'ouvrir aux militants et non-militants disposés à lutter militairement contre le régime. (...).

unité

Nous savons que tous les partis de la gauche chilienne ne coïncident pas avec notre programme et n'en tirent pas les leçons stratégiques que nous tirons de la défaite du 11 septembre et qu'enfin ils font plus d'une réserve sur la tactique que nous proposons. Quant à nous, nous ne renonçons pas à des formes de notre programme mais nous croyons fermement que cela serait une erreur profonde et peut-être même une omission criminelle, de donner la préférence à ces discussions au lieu d'unir toutes les

forces de la gauche chilienne pour lutter résolument contre la dictature gorille.

D'autre part, nous avons fait part à tous les partis de la gauche chilienne de notre volonté de discuter notre tactique à l'intérieur du front politique de la résistance. Car la constitution du front politique de la résistance au Chili est urgente dans la lutte contre la dictature et, par principe, le MIR veut épuiser toutes les possibilités pour constituer ce front en laissant de côté les questions secondaires devant la nécessité urgente d'une lutte en commun. C'est pour cette raison que nous saluons avec enthousiasme les progrès obtenus sur cette voie unitaire qui apparaissent dans les nouvelles relations des partis de gauche, tant au Chili qu'à l'extérieur. C'est pour cette raison, guidés par la pensée que les positions de programme ou de tactique d'un parti particulier ne peuvent se transformer en conditions préalables à la constitution du front politique de la résistance au Chili, qu'en date du 17 février, nous avons élaboré un manifeste pour l'unité en recherchant des bases qui seraient tout à fait acceptables pour tous les partis de la gauche et pour les secteurs progressistes du PDC » (...).

Edgardo ENRIQUEZ ■

(1) Voir « Le supplice du rat » dans T.S. n° 611 (N.D.L.R.)

front des luttes

PYRENEES-ORIENTALES

● routiers de Distrans : « victoire »...

La grève des routiers de Distrans est terminée (cf. TS 624 et 625). En effet, une négociation est intervenue fin juin entre le syndicat patronal routier départemental et le syndicat CGT des routiers départemental. L'accord signé est le suivant :

— tous les chauffeurs sont repris dans l'entreprise (avec obtention d'un règlement intérieur, mais pour un contrat provisoire d'une durée de six mois) ;

— un travailleur écope de 15 jours de mise à pied, un autre de 8 jours.

Les routiers de la boîte ont renoué devant cet accord et ont refusé de rentrer dans la boîte (alors qu'il n'y a qu'un syndicat CGT et que son secrétaire est au PC depuis 10 ans !). Il a fallu toute la persuasion de la CGT et du PC pour les faire rentrer dans le rang : commentaire d'un conseiller général communiste « après une victoire, il faut savoir terminer une grève » (air déjà connu !). « Victoire » ? et pourtant, l'union départementale CGT a publié dans la presse locale un communiqué annonçant l'accord, mais elle n'a même pas osé en publier le contenu ! Alors ?

Dans six mois, (au moment du prolongement des contrats) gageons que les travailleurs seront de nouveau appelés à se battre pour faire respecter leurs droits, en matière de temps de repos pour les routiers et de respect des conventions collectives par les patrons.

● la santé, ça n'a pas de prix...

Le centre de thalassothérapie de Peyrefitte, près de Cerbère, bien qu'achevé, n'est toujours pas ouvert... Quelques précisions : le propriétaire de l'ouvrage est une filiale de la BNP ; la gestion relève d'une association à but non lucratif (dont un maire PS est vice-président) ; coût : 4 milliards (d'anciens francs)...

Ce centre, destiné aux handicapés moteurs, est le plus « beau » et, paraît-il, le plus fonctionnel d'Europe.

Il est prêt, il est construit, il devait ouvrir le 15 juin.

Mais, la commission régionale d'agrément a refusé son accord : en effet (et sous la pression vraisemblable du promoteur), ce centre contient 254 lits (au lieu des 150 prévus initialement). Le 15 juin, les premiers malades et 82 travailleurs (sur les 300 emplois prévus) arrivent. Mais les portes restent closes, et il ne reste plus qu'à s'inscrire au chômage (dans une région où il y a près de 5 000 demandes d'emplois officielles).

La presse locale vitupère, l'élu socialiste multiplie les déclarations tonitruantes contre « ceux de Montpellier », nouveaux colonisateurs du Roussillon, bloquant les initiatives locales. On fait appel à Paris, et on attend avec impatience son jugement (15 juillet).

Mais, après tout, qu'est-ce qui est le plus scandaleux ?

— le blocage venu de Montpellier (où certains praticiens privés sont furieux de l'ouverture d'un tel centre dans les Pyrénées Orientales et font tout pour bloquer) ?

— ou bien, la recherche de la rentabilisation des établissements de soin, par une multiplication du nombre de lits prévus (grâce à la pression du promoteur, que personne au comité de gestion du centre n'a encore dénoncé. On parle cependant de la démission de l'ensemble du comité de gestion, sauf le conseiller général du PS. Ici, on pense déjà aux prochaines cantonales).

Aux dernières nouvelles, tout doit rentrer dans l'ordre. Début juillet, la commission nationale d'appel donnera (paraît-il) son agrément (et pour les 254 lits !). La BNP emporte le morceau. La santé est une profession très lucrative (surtout au soleil et au bord de la mer).

● l'affaire du « petit train jaune »

Dans le cadre de la suppression de 10 000 km de voies ferrées en France la SNCF, depuis plusieurs années déjà, tente de supprimer la ligne Villefranche-de-Conflent à La Tour de

Carol (laquelle est point de passage du Toulouse-Barcelone).

Ce train, appelé ici « petit train jaune » du fait de sa couleur, est un outil très appréciable :

— en hiver, il est le seul à pouvoir grimper vers les montagnes de Cerdagne, dans des sites magnifiques (c'est le train le plus haut de France), sans aucun danger (alors que les chasse-neige ne peuvent déblayer totalement les routes) ;

— il est un lien économique entre les populations de la plaine et celles des hautes vallées (transport de matériel, marchandises, bois, etc.) ;

— la SNCF s'est engagée depuis sa création (1903) à le maintenir ; en échange, elle bénéficie de l'électricité fournie par tous les barrages issus du Lac des Bouillouses.

Aujourd'hui, les menaces se précipitent :

— à partir du 1er juillet, suppression du trafic marchandises (dévolu à des transporteurs routiers prévus), mutation de personnel, fermetures de gares de voyageurs, etc. ;

— à terme, on supprimera la dernière ligne ferroviaire intérieure et il

ne restera plus que le Paris-Barcelone, par Cerbère.

La riposte est engagée à travers un comité de défense, les organisations syndicales et politiques (dont le PSU), les usagers et les cheminots. Un premier rassemblement réunissant plus de 300 personnes a eu lieu (par un soleil éclatant), le dimanche 30 juin. Mais, en réalité, quelques problèmes d'orientation se trouvent déjà posés :

— faut-il dénoncer le démantèlement en faisant pression avec les élus locaux (essentiellement communistes) ?

— ou faut-il mettre en valeur la privatisation des services publics en tentant de mettre en place une véritable unité populaire regroupant usagers et travailleurs, sur la base d'un contrôle populaire, en employant des formes de lutte plus dynamiques ?

Cette lutte ne fait que commencer, et le débat ne va pas manquer de s'approfondir. L'affaire est à suivre, surtout pendant les vacances, période favorable pour la sensibilisation des touristes par exemple.

Fédération PSU des Pyrénées Orientales ■

Champ social en danger

Le tirage de **Champ Social**, revue des travailleurs sociaux qui militent au GITS (organisation qui a participé au lancement du CLIS) vient de repasser de 5 000 à 3 000 exemplaires. La hausse du papier et des charges qui pèsent sur elle, la difficulté de rehausser un prix de vente déjà élevé feront que si le nombre de ses lecteurs continue à stagner **Champ Social** disparaîtra.

Le comité de rédaction de **Champ Social** publiera dans son numéro 10 un texte de plusieurs pages émanant du collectif des animateurs appartenant à la commission sociale du PSU.

La revue, ainsi que le livre « **Travail social contre qui ?** » sont en vente à la librairie Syros.

EN BREF

● **La grève de Pêchiney-Noguères** : c'était de juin à août 1973. Aujourd'hui, d'autres usines du groupe s'y préparent. Yves Dreau a écrit là-dessus un « témoignage de militant » : une brochure de 50 pages en vente chez Syros (9 rue Borromée-Paris 15). Ça finit comme ça : « **Les mais sont coupés à Noguères. Les saisons se suivent. Les Travailleurs sont là matin, soir et nuit, ils regardent, ils attendent, ils se connaissent, calmes et lucides, mais aussi déterminés** »...

● **Sampiero Corso**, vous savez, la pâtisserie autogérée de la rue Amiral Roussin, dans le 15e. On n'en finit pas de leur chercher des crosses ; mais le procès est remis à octobre.

● **Une femme est morte à Montpellier**, encore une fois. Pour avoir tenté d'avorter toute seule. Le MLAC local a réalisé un film en « 16 » de 13 minutes là-dessus : contre les avortement clandestins-cauchemards, et pour le développement de la contraception (BP 21-08, Montpellier).



2.800.000
exemplaires !

C'est le tirage atteint actuellement, en Angleterre, en Allemagne, dans les pays nordiques et, naturellement, au Japon, du livre d'un des plus éminents sexologues de ce pays, le docteur SHA KOKKEN. Ce chiffre suffit à exprimer la nécessité d'un tel ouvrage.

Le sexe et sa technique, par le texte et par l'image... Le titre peut choquer. Il ne choquera que ceux qui n'ouvriront pas le livre du docteur Kokken.

Pour la première fois, un médecin ose dire ce que chacun de nous devrait penser - on apprend tout aux hommes, sauf ce qui leur est essentiel : l'amour. Pourtant, que d'échecs, de drames, d'insatisfactions

pour n'avoir pas admis cette évidence ! Il n'est pas possible pour un amour vrai, de séparer ce qui vient du corps de ce qui vient de l'esprit.

Il a fallu sans doute bien du courage et beaucoup de vraie simplicité au docteur Kokken pour réussir cette gageure, un livre qui met l'amour en images sans tomber à aucun moment dans la pornographie. Les petites poupées du médecin japonais ne heurteront qui que ce soit. Elles ont la franchise et la fraîcheur de contes pour ces adultes qui ne sont, trop souvent, que des enfants devant l'amour.

EDITIONS GUY DE MONCEAU - WAG. 34.82
34, rue de Chazelles, 75017 PARIS
CCP Paris 67-47-57

Prix : 55 F, par chèque, mandat ou C.C.P. - Avion : 70 F
Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception

Veuillez m'envoyer « Sexuelle Technik » - T.S.

N°.....
Adresse.....
Mode de règlement.....

CHEZ SYROS

● **Servitude et grandeur du PSU**, par Edouard Depreux : 24 F franco

● **Autogestion et révolution socialiste** : 5 F franco

● **Brochure Chili « un peuple en lutte »** - 1970 - 1973 : 8 F franco

Syros travaille pendant les vacances : éditions de bulletins, thèses, et autres opuscules... sur SAM, offset, avec tout ce qu'il faut : pliage, assemblage, etc. Attention : les tarifs augmentent de 10% dès septembre !

Syros - 9 rue Borromée
75015-Paris Tél. 566.45.37.

un peu de tout

● SUISSE : une grève au pays de la « Paix du travail » !

Depuis bientôt un mois, 50 ouvriers d'une entreprise suisse de piano, Jacobi à Bienne (Suisse romande), sont en grève. La chose est banale, pensez-vous. Or, il faut savoir qu'en Suisse, la convention dite de « Paix du Travail » signée en 1933, interdit la grève et les syndicats se sont engagés à faire respecter cette convention...

Or : la convention collective de la menuiserie, à laquelle sont soumis ces ouvriers en grève, stipule notamment que les travailleurs de cette branche ont droit à un treizième mois, qui sert généralement à payer les impôts et à partir en vacances. Les patrons de l'entreprise ont estimé que son taux de rentabilité, autrement dit son taux de profit, n'était pas assez élevé. Conséquence immédiate : pas de treizième mois et violation de la convention collective. On dit souvent que le Suisse trait sa vache et vit en paix, mais les menuisiers, tout suisses qu'ils sont, n'ont pas de vache et la « paix du travail » n'est pas toujours synonyme de « laisser exploiter ».

Les ouvriers se sont donc réunis et ont décidé de recourir à la commission paritaire locale de la branche. Le syndicat (la fédération des ouvriers du bois et du bâtiment — FOOB — rattachée à l'union syndicale suisse — USS —

équivalent de FO en France). La commission a tranché en faveur des travailleurs. Mais rien à faire : les patrons n'ont pas cédé. Très vite, alors, les travailleurs décidèrent de se mettre en grève...

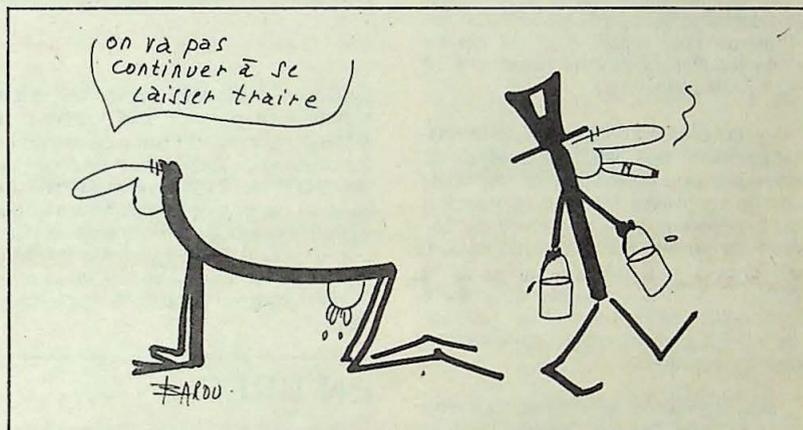
Et la grève dure.

Mais il y a mieux. Lip fait des petits, même en Suisse. En effet, les travailleurs se sont organisés en assemblée générale décisionnaire, ils ont élu un comité de grève, et ils ont commencé déjà à populariser leur lutte. Pour la Suisse, c'est une véritable révolution dans la manière de concevoir une lutte ouvrière. Des meetings s'organisent, des comités de soutien se créent un peu partout. Le FOOB, puis l'USS se solidarisent avec les travailleurs. Diverses

contributions alimentent le fond de grève. En réponse au durcissement de l'action des ouvriers, les patrons ont décidé dernièrement de loock-outer tous les travailleurs et leur ont écrit individuellement pour leur signifier que toute personne « de bonne volonté » — entendez par là refusant la grève — pourrait être réengagée.

Pour l'instant, cette mesure n'a servi qu'à toucher davantage les travailleurs entre eux et à permettre une plus large mobilisation à Bienne, et dans le reste de la Suisse, et cela malgré les vacances. On parle même de grèves de solidarité dans certaines régions !

corresp : ■



les rotatives du PSU

LA VOIX 

● De la pollution à Langres.

Décidément, à lire l'illustré rubrique locale du canard monopoliste de l'Est de la France, on est pas renseigné en ce qui concerne la pollution à Langres.

On y apprend notamment que la pollution ne serait pas une question politique.

Non, la pollution, ce serait simplement des murs salis par les affiches déchirées durant la campagne électorale !

Mais, pas un mot sur les déchireurs-matraqueurs hier de Chaban et du lendemain pour Giscard ! Enfin des deux à la fois si vous voulez (puisque ils sont bons à mettre dans le même SAC !).

Pas un mot non plus sur ce champignon de fumée noire et toxique qui presque journalle-

ment empeste les habitants des Franchises et même de Langres Marne !

Comme disait l'autre jour un touriste de passage admirant du haut des remparts le magnifique panorama côté Liez :

— « Il faut appeler les pompiers, il doit y avoir le feu, là-bas, derrière les usines ! »

— « Non, lui répondit un Langrois moins naïf et ironique, ce sont les détritres des usines qui brûlent pour oxygéner les environs, selon toute bonne homéopathie patronale et municipale qui se respecte ! ».

Pas un mot non plus sur les quartiers neufs par exemple, autour de la Cité des Ouches, au lieu de pouvoir admirer un parterre de fleurs, il y a innombrables papiers dans ce qu'on n'ose appeler « pelouses ». A l'angle d'un bâtiment, sur le trottoir il y a un amoncellement de tuyaux, près de la chaufferie et un énorme trou où gisent des détritres, du sable, ceci depuis 7 à 8 mois ! (quel particulier pourrait se permettre cela !).

Et notre promenade de Blanche Fontaine n'est pas épargnée non plus, notre police municipale circule à mobylette, pour faire ses rondes, alors que la circulation est strictement interdite à tous véhicules !

« Notre compatriote Diderot contemplait le plus beau paysage du monde ».

● Rue des Blancs Manteaux, au 15 (Pizza du Marais) on a repéré un foyer de subversion. 4 individus, en tenue non réglementaire, menés par une Sainte Jeanne du Larzac tout ce qu'il y a de plus aguichante et charmante, tirent à boulets rouge sur l'armée, la justice le travail/famille/patrie. Gais et contents, ils triomphent. L'humour est au bout du fusil.

Cette activité destructrice se poursuit jusqu'à fin juillet. Patrick Font, Philippe Val et compagnie peuvent rempiler et partir en campagne. Du bon travail !

F.C. ■

CALENDRIER

● Avignon 74 jusqu'au 15 août, le Festival bat son plein. Mais on vous signale quelques petites choses bien intéressantes qui risquent de passer un peu inaperçues. Au Parc Champfleury, un peu en dehors d'Avignon, il y aura :

— du 16 au 27 juillet (Palais Paul Vidal-tél. 81 53 63) à Avignon de nombreuses manifestations intitulées « **chansons pour aujourd'hui** » chaque soir à 21 H 30, avec : Quilapayun, Léo Ferré, Mouloudji, Steve Warring, Alan Stivell, François Béranger, Catherine Ribeiro, Jean-Roger Caussimon, Pierre Barouh, Mahjun, Guy Béart, Claude Marti, Gilles Servat, Claude Nougaro, Roger Masson, Jean Sommer, Pierre Vasiliu, Colette Magny, Quartet Frank Wright, Les Enfants terribles, Pierre Tisserand, Francis Lemarque, Barbara.

Et à 0 H 30 (à partir du 20 juillet) : Art Ensemble of Chicago, Zao, Una Ramos, Jacques Higelin, le groupe Offenbach, Can, François Tusque.

— Le Théâtre Eclaté d'Anecy sera aussi à Champfleury (Palais de l'Agriculture) avec une pièce de René Escudier « le jour de la dominante » et « Soldats » de Carlos Reyes.

— A Villeneuve-les-Avignon, la Compagnie Dominique Houdart Marcel Violette animera le troisième Carrefour du théâtre d'animation (spectacles de marionnettes, exposition, ateliers) ; jusqu'à fin juillet. rens. mairie de Villeneuve. et syndicat d'initiative d'Avignon.

● Session du groupe non violent de Paris 5e : « **contrôle ouvrier, contrôle populaire et non violence** ».

— du 1er au 4 août : l'action non violente dans l'entreprise
— du 5 au 10 août : l'action non violente dans le quartier.

(pour tous rens. écrire au groupe non violent du 5e — 11 rue Jean de Beauvais 75005 Paris).

colonies de vacances

Le comité de coordination des organisations laïques de vacances et de loisirs de la région parisienne lance un cri d'alarme : si 1 300 000 enfants partent actuellement en vacances, 8 500 000 ne peuvent partir et ce, uniquement, pour des raisons financières.

Si tous les enfants bénéficiaient de leurs droits aux loisirs et aux vacances, cela ne représenterait annuellement que deux milliards de francs, soit 1% du budget de l'Etat. Les deux milliards 610 millions prévus pour la troisième loi programme sur 5 ans ne permettront pas de recouvrir 40% des besoins recensés et d'atteindre les objectifs prévus alors que déjà la loi programme accuse deux ans de retard.

Sans oublier le problème de la formation et de la rémunération des cadres qui, compte tenu des conditions qui leur sont offertes sont de plus en plus difficiles à trouver... ■

*pour dépasser,
mettez vos anti-brouillard,
et roulez
en toute clarté...*

DEBAT

le dépassement

Ceux qui ont adhéré au PSU avant 68 l'ont fait contre la SFIO, contre le « molletisme » et tout ce qu'il représente. Ceux qui sont restés après 1968, ceux qui les ont rejoint alors se sont définis ensemble comme militants révolutionnaires, engagés dans les luttes les plus significatives. Ensemble, en mars 1969, à travers les dix-sept thèses du Congrès de Dijon, nous avons affirmé l'actualité du socialisme et tenté d'en définir les exigences. En 1970-71, le PSU a vécu toutes les difficultés et les contradictions de l'extrême gauche : il a failli sombrer, comme toutes les organisations analogues en Europe. Il a réussi à survivre au prix de nombreux départs vers les courants trotskistes ou maoïstes, parfois vers le PS, le

plus souvent par un retrait sur l'action syndicale.

Après avoir touché le fond, le parti réussit à rebondir : après le Conseil de Juvisy en juin 1972, une majorité se dégageait sur une ligne politique, celle du socialisme autogestionnaire. Elle se retrouva, encore plus large, autour du Manifeste de Toulouse, en décembre 1972. C'est sur cette base — et par opposition au Programme commun — que de nombreux militants ont adhéré au parti, pendant et après la campagne législative. Les luttes de 1973, et particulièrement celle de Lip, vérifiaient nos thèses et accroissaient du même coup notre audience.

En novembre 1973, un Conseil

national émit un refus et un choix. **Le refus** d'un parti fermé sur lui-même qui, — pour les uns — aurait renouvelé, dans un lieu plus ou moins grand et avec la perspective autogestionnaire, l'expérience du Parti communiste des années trente, l'expérience de la bolchevisation ; et — pour les autres — aurait permis d'acquiescer plus de force, avant l'épreuve de l'action commune. **Le choix** d'inscrire le socialisme autogestionnaire dans l'unité populaire à travers la recherche d'un pacte d'action anticapitaliste et la construction d'une force politique autogestionnaire.

Par ce choix, le PSU montrait la nécessité de lier et non pas d'opposer prise de pouvoir et trans-

formation du pouvoir. L'une n'est pas antérieure à l'autre. Il faut créer les conditions d'un mouvement populaire qui permette à la fois la mise en cause du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie et la transformation des conditions et de l'exercice mêmes du pouvoir, au profit des travailleurs eux-mêmes. Nous avons à peine tiré les conséquences du Conseil de novembre (discussion avec le PCF ; préparation d'Assises nationales pour l'autogestion, permettant le passage du CLAS à un « mouvement » plus large) que nous avons dû affronter l'élection présidentielle.

l'autonomie en question

A propos de la candidature Piaget, les débats du Conseil fu-

ANTI-BROUILLARD

Il y avait, dans la Grèce antique, une catégorie de philosophes et théoriciens nommés « sophistes ». Leur spécialité, c'était d'être capables de démontrer n'importe quelle thèse et de démonter — fût-ce par un tour de passe-passe verbal — celle de leur adversaire. Du cirque intellectuel, en quelque sorte.

En lisant Gérard Féran, la semaine dernière (« Il faut choisir ! »), on se croit replongé dans l'antique Athènes. La mode rétro, en grand ; la restructuration du mouvement ouvrier vue par Cecil B. de Mill. Je sais bien que c'est les vacances, mais, quand même, le sujet est sérieux !

Le réformisme, qu'est-ce que c'est ? Tout commence par un syllogisme (**le jambon fait boire, or boire désaltère, donc le jambon désaltère**) :

- 1 — le réformisme, c'est la droite ;
- 2 — or la gauche veut battre la droite ;
- 3 — donc il n'y a pas de réformisme à gauche.

Où est le truc ? Dans le mot « réformisme ». Si l'on entend par « réformisme » le fait de « faire des réformes », la droite n'a pas attendu la perspicacité du camarade Féran pour être réformiste. Les partis les plus conservateurs réforment, ne serait-ce que sous la pression des forces

progressistes. Nul doute en particulier que, malgré la cruelle absence de JJSS, Giscard soit décidé à réformer : il faut passer le cap des premiers semestres difficiles, et, tant que ça ne coûte rien, il aurait bien tort de s'en priver. Et, bien sûr, il se pose des problèmes aux forces populaires : il faut qu'elles opposent une stratégie réellement alternative à cette tentative non négligeable de tirer d'embarras le capitalisme français.

Mais jusqu'à présent, dans le mouvement ouvrier, « réformisme » désignait autre chose : la croyance (on croit ou on veut faire croire) que la possibilité existe d'un passage graduel du capitalisme au socialisme, par une succession de réformes dont la réalisation dépend, pour l'essentiel, de l'occupation du pouvoir gouvernemental. Les variantes ne manquent pas bien entendu : un peu plus de coercition ici, d'action de masse là ; d'acceptation des règles de l'économie libérale ou de nationalisations, etc. Mais l'essentiel est là, et le critère fondamental c'est l'attitude à l'égard de la nature du pouvoir, de l'Etat, et par conséquent, la stratégie électoraliste.

Mais il est vrai que Féran, dans la logique de sa démonstration, veut nous protéger du grand danger qui nous menace : « la re-création d'un grand parti social-démocrate ». Camarades,

vous ne vous rendez pas compte de ce qui serait arrivé si le Bureau national n'avait pas veillé au grain !

Comme si le réformisme n'était pas, dans la situation qui est la nôtre, une composante normale du mouvement ouvrier ; comme si la campagne de Mitterrand n'avait pas constitué une sorte de retour aux sources du réformisme ; comme si la réapparition du PS après l'effondrement de la SFIO était un accident de l'histoire — réparable d'ailleurs ; et surtout, comme si la stratégie réformiste n'avait pas de crédibilité aujourd'hui !

hypnotisés

On a toujours tort de sous-estimer les autres. De croire, par exemple, qu'il n'y a pas une profonde cohérence dans cette stratégie et qu'il suffit d'apporter plus de « rationalité » politique (ou économique) à l'organisation qui la porte pour quelle bascule du bon côté. De laisser croire, à fortiori, que les autres ont disparu. Cela me rappelle fâcheusement les imprécations entendues au Congrès de Dijon sur la mort irrémédiable de la social-démocratie, sources d'innombrables sottises — dans un autre sens, il est vrai. Le fait que le courant réformiste parle « d'autogestion » ne change rien, pas plus qu'avant lorsqu'il parlait de « socialisme ».

D'ailleurs, le réformisme n'est pas une maladie honteuse, comme on pourrait le croire devant tant d'assurances données sur le caractère non réformiste que devrait prendre un regroupement avec le PS. Ceux qui veulent vraiment le socialisme et s'en donner les moyens n'ont pas à établir un cordon sanitaire entre eux et la social-démocratie, bien au contraire :

- 1) leur milieu de travail est essentiellement réformiste ;
- 2) à tout moment ils doivent se battre pour des réformes, mais celles-ci ne sont pas la fin, elles sont un moyen de développer la conscience de classe, de renforcer l'action de masse en arrachant des victoires partielles ;
- 3) ils ont à disputer aux réformistes, à l'intérieur de l'unité de combat, la direction des luttes.

Mais cela, c'est tout autre chose que de les retrouver dans une même organisation ; car ce qui les oppose, ce n'est pas des querelles abstraites : c'est le sens à donner aux combats d'aujourd'hui. Bien sûr, nous n'ignorons pas qu'il y a — au sein ou autour du PS — des camarades qui ont les mêmes préoccupations que nous ; ceux-là, c'est dans l'action et par notre affirmation autonome que nous pourrions les conquérir définitivement. Pas en accréditant l'idée que nous liquiderons définitivement la social-démocratie par une opération organisationnelle sans rapports avec les forces réelles.

Comment peut-on ainsi traverser la réalité, si ce n'est qu'on est hypnotisé par les rapports de forces électoraux ? C'est logique, dès lors qu'on considère que la

le dépassement

rent longuement ouverts : certains renouvelèrent leur opposition à la stratégie unitaire, mais — malgré leur curieux ralliement tactique à la ligne du socialisme autogestionnaire — ne parvinrent pas à convaincre grand monde ; un petit nombre d'entre eux quittait alors le PSU, sous prétexte de le maintenir ! On vit aussi réapparaître le débat sur l'autonomie du parti : pour certains, il fallait affirmer l'autonomie de l'organisation en présentant un candidat et se rallier politiquement au candidat de la gauche au second tour ; pour d'autres, il fallait affirmer, de façon autonome, la ligne du socialisme autogestionnaire mais l'inscrire dès le début dans un cadre unitaire : cette autonomie « politique » leur paraissait possible par le poids qu'apportait la CFDT et par la capacité de Mitterrand à prendre en compte cette ligne et pas seulement celle du Programme commun.

Ces derniers obtinrent une nette majorité et le parti s'efforça de mener une campagne autonome dans un cadre unitaire : il y parvint plus nettement dans la dernière semaine que durant les précédentes. La possibilité d'une victoire de la gauche lança un nouveau débat, en liaison avec la question du pouvoir (en vue de le prendre et de le transformer à la fois) : faudrait-il ou non envisager une participation au gouvernement ? Le résultat du 19 mai empêcha ce débat, mais le parti avait largement pris conscience de la nécessité d'une concordance (et non d'un affrontement) entre l'action gouvernementale et la mobilisation populaire ; l'une devrait nécessairement s'appuyer sur l'autre, en raison des conditions et des conséquences de la victoire.

Ainsi, en quelques mois, le débat tactique et stratégique connaissait une incroyable accélération, ce qui n'allait pas sans désorienter les militants qui voyaient

des positions prises avant qu'ils en aient tous largement débattu. Certains voyaient dans cette précipitation une astuce de la direction pour empêcher le débat ; d'autres, plus réalistes, voyaient bien que les événements n'attendent pas toujours la conclusion des débats entre militants. Il est du rôle d'une direction élue en Congrès de faire face à l'événement, quitte à en répondre devant le prochain Congrès et à tirer les conséquences d'un éventuel désaveu.

un parti de masse.

Après le 19 mai, loin de s'arrêter, l'histoire s'accéléra encore davantage. Placée devant la perspective du pouvoir, la gauche avait montré sa force, mais aussi ses faiblesses et ses contradictions. Leur évidence serait vite masquée par le retour à la « normale », qu'il s'agisse de l'action syndicale ou des luttes politiques entre le régime et l'opposition. Ne fallait-il pas profiter de l'événement — la campagne présidentielle — pour tenter de surmonter les difficultés de la gauche et engager une restructuration du mouvement ouvrier et socialiste avec la force toute neuve du socialisme autogestionnaire ?

Le 25 mai, François Mitterrand ouvrait la possibilité de propositions qui iraient en ce sens. Le PSU, le 26, la CFDT le 27, manifestaient — à leur niveau respectif et par la voix de leur direction — leur désir d'engager une telle restructuration et de lui donner des chances d'aboutir : il s'agissait ainsi de maintenir l'unité des forces populaires, tout en leur donnant un axe offensif : il y fallait une organisation politique de masse capable, malgré les inévitables ambiguïtés et contradictions, de donner plus de force au socialisme autogestionnaire. C'est dans cet esprit que des militants syndicalistes et autogestionnaires lançaient l'appel du 11 juin, bientôt repris sur une base plus régionale. Cette perspective — pour ne pas se noyer dans la

mouvance socio-culturelle, voire idéologique qu'entraîne le socialisme autogestionnaire — posait nécessairement la question du Parti Socialiste, et du PS dans son ensemble, car on voit mal comment ce parti, renforcé par la candidature de son Premier secrétaire, pourrait accepter d'être découpé en tranches ! Car de la même façon qu'il ne peut y avoir de victoire de la gauche sans une réelle unité avec le Parti communiste, il ne peut y avoir de force socialiste importante dans ce pays sans affronter la question du Parti socialiste.

Celui-ci, non sans mal, à la mi-juin, accepta l'ouverture du dialogue et la proposition d'une rencontre des forces socialistes à l'automne. Les signataires de l'appel du 11 juin précisèrent le sens qu'ils donnaient à une telle rencontre. Le 30 juin, la DPN du PSU acceptait unanimement la participation à de telles assises, mais seule une majorité entendait leur donner une signification ultérieure, en vue d'une restructuration des forces socialistes et de l'effort que nécessite l'apparition d'une organisation politique de masse, puissance et crédible, suffisamment appuyée sur la ligne du socialisme autogestionnaire. C'est le parti dans son ensemble qui devra dire, à travers un Conseil national, comment il conçoit l'intervention de ses militants aux Assises et quelle portée le PSU donne à cette rencontre et au bilan qui pourra en être tiré.

Enfin, le 3 juillet, se tenait la première réunion des représentants des trois composantes de ces Assises (PS-PSU-signataires de l'appel) : ils en fixaient la date aux 12 et 13 octobre et s'organisaient en groupes de travail pour les préparer efficacement.

savoir choisir

Ce rappel historique montre la rapidité des évolutions et la brutalité des choix : l'incertitude fait parfois que l'on veut débattre avant tout ! D'accord, mais vient

un moment où il faut décider. A cet égard, le Conseil national sera une instance importante, sachant bien qu'en dernière analyse, seul un Congrès peut décider de l'avenir du parti, quand cet avenir est effectivement en jeu. Les Assises du socialisme, par leurs conclusions — mais par leurs conclusions seulement — peuvent poser question sur cet avenir : c'est pourquoi le Congrès du parti devra s'en saisir, probablement en décembre.

Pourquoi choisir ? Il pourrait être fort simple de s'en tenir au développement des partis sur la base du Manifeste de Toulouse et dans un cadre unitaire. Or, ce serait choisir, qu'on le veuille ou non, le repli sur soi au moment où tout bouge, où se dessinent des stratégies de victoire, où s'esquissent — dans la société et dans le rapport des forces — des changements fondamentaux. Il faudrait tirer les conséquences d'un tel choix : c'est la constitution, face à l'union de la gauche, d'une avant-garde, d'un pôle d'extrême gauche, qui fait de l'autogestion l'occasion d'une rupture à la fois politique et organisationnelle, avec les réformistes, avec ceux pour qui les élections sont une échéance essentielle, avec les tenants du Programme commun. C'était bien le but que certains assignaient à la candidature Piaget et ce n'est pas loin d'être la stratégie du FCR qui vient de trouver à l'autogestion des vertus qui lui étaient refusées par la Ligue communiste.

Il est un autre choix qui vise à préserver les acquis politiques, même s'il doit y avoir des mises en cause organisationnelles : si le développement du socialisme autogestionnaire passe par le dépassement du PSU, parti de militants, dans un parti de masse capable de donner à l'action militante plus d'audience et de crédibilité, que faut-il choisir ? Les militants du PSU se caractérisent par leur sens de l'action de masse plutôt que par l'esprit de boutique : c'est une chance que n'ont pas eue tous les groupes, tous les partis. C'est pourquoi le débat

ANTI-BROUILLARD

victoire sera électorale ou ne sera pas, comme on nous le serine depuis quelques temps dans TS. Loin de nous l'idée de récuser la possibilité de succès électoraux ; de là à les appeler « victoire », il y a toute la différence qui porte sur l'utilisation du succès électoral. Si l'on compte sur l'action révolutionnaire de masse, qu'un résultat électoral peut enclencher ou légitimer après coup, alors il faut s'en donner les moyens, et en particulier les moyens organisationnels.

dans la finesse

Il vaut mieux être riche et en bonne santé...

Or en ce domaine, on constate que Gérard Féran ne se contente pas de cultiver les fleurs de rhéto-

rique ; il est également amateur de contradictions et — lorsqu'il ne les bricole pas lui-même (cf. le rapport du BN pour le Conseil de novembre) —, il cherche à les collectionner dans les textes des voisins. Ce qui donne, dans le dernier TS, une exposition d'alternatives entre lesquelles il nous somme de choisir, le dos au mur, cela va de soi.

Cependant, ici, on fait moins dans la finesse. C'est du genre « vous voulez être un groupuscule ou un grand parti avec plein de militants ? » — ou encore « préférez-vous des accords tactiques voués à l'échec, ou une unité stratégique qui gagne ? ». Dommage que Fernand Raynaud soit mort avant d'adhérer au PSU, car on aurait pu faire recette avec un dialogue sur de semblables questions.

Non, décidément, nous n'ac-

ceptons pas la perspective d'accords stratégiques pour la simple et unique raison qu'en l'absence de convergence, ils ne peuvent conduire qu'à nous aligner sur la stratégie des autres et non l'inverse ; ce qui s'est passé pendant la campagne présidentielle à la Tour Montparnasse le confirme amplement. Par contre, nous affirmons que le débat stratégique est essentiel, qu'il est même beaucoup plus important que des causeries sur le « projet de société », et qu'il doit englober toute la gauche. Ce doit être un débat concret, et c'est une des raisons pour lesquelles une des initiatives urgentes du PSU doit être le lancement d'une discussion publique sur un programme de transition au socialisme.

Une telle discussion ne se mène pas séparément d'une rencontre sur le terrain entre cha-

cune des forces, sur des objectifs de combat contre le capitalisme. Dire qu'une telle politique est vouée à l'échec, c'est oublier simplement qu'elle a été rarement réalisée, faute d'une volonté suffisante d'un côté ou de l'autre. En tous cas, depuis que nous en parlons, nous n'avons guère eu l'occasion de l'expérimenter ; l'accord sur la vie chère constitue une sorte de contre-exemple, car il n'a donné lieu à aucune action unitaire à la base. Il est peut-être temps d'y penser ?

Mais, pour qu'une telle unité soit réellement dynamique et non paralysante, il faut qu'en soit partie prenante une force non-alignée sur le réformisme, disposant de son autonomie à l'égard des autres. Cette force existe : elle est constituée de tous les militants — y compris bien sûr ceux qui ont signé

pour la clarté

peut s'ouvrir, au-delà des tabous et des adhésions affectives, pour savoir comment notre génération peut faire autre chose que transmettre à la suivante le flambeau des espoirs du socialisme, et comment elle peut contribuer à enflammer notre vieux monde, celui d'aujourd'hui pour que le socialisme soit à l'ordre du jour non plus des congrès et des débats théoriques, mais du mouvement réel des masses, dans leur volonté collective de mettre fin à l'exploitation et aux oppressions qui ne cessent de se renforcer sous le couvert du modernisme et du libéralisme.

Ce choix implique que tout soit fait pour permettre la naissance de la force politique nouvelle, socialiste et autogestionnaire dont le mouvement ouvrier a besoin. Les militants révolutionnaires ne peuvent se contenter de préparer la victoire des alliances réformistes entre les tenants de la IIIème et ceux de la IIIème Internationales. Il leur faut tenter, une nouvelle fois, de changer les enjeux. Le Parti socialiste, parce qu'il s'est renouvelé en 1971, parce qu'il a signé un accord avec le Parti communiste, parce qu'il a bénéficié d'apports militants depuis 1973, parce qu'il a aussi démontré ses contradictions lors de la campagne présidentielle, ne peut être identifié à l'ancienne SFIO. Il est temporairement disponible pour participer à des mutations importantes, dont dépend — nous en sommes sûrs — la victoire de la gauche. Il lui appartient d'en tirer les conséquences, pour son propre dépassement. Le PSU doit savoir en faire autant, en fonction de sa propre nature, de ses propres orientations. Les Assises du socialisme permettront de savoir si un avenir est possible, moins pour les organisations, que pour les milliers de militants disponibles qui attendent de ceux qui mènent aujourd'hui le combat politique de leur donner les moyens de leur engagement dans une force puissance et crédible, pour que la victoire du socialisme cesse d'être un slogan et revienne une réalité.

Robert CHAUPUIS ■

Lors de la dernière réunion de la D.P.N., nous avons voté le texte de la majorité, après avoir introduit dans le texte initial un certain nombre d'amendements, qui marquaient bien à nos yeux, et l'intérêt et la signification du débat qui s'engagera en octobre prochain, avec le Parti Socialiste, et les signataires de l'appel du 11 juin.

Ces amendements portaient sur deux points :

— la résolution précise qu'il ne s'agit en aucun cas pour le P.S.U. de s'intégrer dans une autre organisation politique existante (en l'occurrence le P.S.). Très concrètement, les Assises si elles doivent centrer leurs débats, sur le contrôle ouvrier et populaire, et les problèmes que pose le décalage entre conscience sociale et conscience politique, n'ont nullement pour tâche d'aborder les problèmes organisationnels ;

— si la préparation de ces Assises exige un effort de réflexion intense et des débats internes et externes à tous les niveaux, dans lesquels le Parti doit s'engager tout entier, il ne s'agit pas pour autant de subordonner toute notre activité à la préparation de ces Assises. Bien au contraire pendant toute cette période, le Parti doit plus que jamais intervenir très activement dans les luttes sociales et politiques.

un sens précis

Notre insistance sur ces deux points avait un sens politique précis qui n'échappait à aucun des membres de la D.P.N.

Le P.S.U. et bien au delà l'ensemble des forces qui se réclament du socialisme autogestionnaire, peuvent en effet avoir deux

sortes de tentations :

— l'une serait de se crispier dans des attitudes organisationnelles telles, qu'elles ne favoriseraient en aucune manière, le rassemblement de toutes ces forces. La pente inéluctable dans ce cas, conduirait le P.S.U. à la marginalisation par rapport à l'ensemble du mouvement ouvrier français tel qu'il est ;

— mais l'autre tout aussi dangereuse, serait de méconnaître la nature réelle des organisations, ou des forces avec qui nous allons engager le débat, et de privilégier durablement nos relations avec elles, en abandonnant à d'autres une grande partie du champ politique. A terme, un terme qui pourrait être très proche, cela conduirait inéluctablement le P.S.U. à se fondre dans le P.S. tel qu'il est.

De ce point de vue, le commentaire de Gérard Féran qui a accompagné la publication du texte présenté par la minorité à la D.P.N., dans T.S. de la semaine dernière, ne saurait engager le Bureau National, malgré l'insistance qu'il a mis à écrire qu'il parlait en son nom.

Il ne s'agit certes pas de faire l'économie du P.S. (qui le pense aujourd'hui au sein du P.S.U. ?), mais est-il interdit de s'interroger sur sa nature réelle ? Il fût un temps — guère lointain — où Gérard Féran, quand il parlait du P.S., qualifiait sa démarche comme celle qui conduisait à la création d'un parti « attrape-tout », dans lequel ceux là mêmes qui se réclamaient sincèrement du socialisme autogestionnaire étaient dilués.

La bataille des présidentielles a-t-elle changé cet état de fait, et si oui par quel miracle ?

vertige

En vérité depuis ces élections, la gauche semble prise de vertige. Forte de ses 49 %, elle a l'air de croire qu'en organisant un peu mieux et un peu plus en avance sa prochaine campagne électorale, elle va tout droit à la victoire.

Le résultat immédiat de cette attitude est que l'initiative, toute l'initiative, est depuis deux mois passée du côté du pouvoir. Giscard d'Estaing a, lui, tiré très rapidement les leçons de la campagne, en récupérant un certain nombre de thèmes développés par la gauche, par des mesures appropriées.

Cela doit-il nous conduire à conclure très — trop — rapidement, que Giscard occupe, tout le terrain réformiste, et que du coup les masses ouvrières vont

comprendre dans les meilleurs délais que la seule issue est dans le socialisme ? Ce raisonnement tient de la bergerie politique. Mais pour ceux qui le tiennent, il a l'avantage de faire basculer l'ensemble du Parti socialiste tel qu'il est, comme la force déterminante dans la lutte pour le socialisme, comme le lieu privilégié où se débattront et se décideront les objectifs d'aujourd'hui et de demain.

Il y a là non un développement, compte tenu des données nouvelles de la situation politique, mais un détournement de l'orientation que nous avions prise et à Toulouse et au Conseil national de Paris de novembre dernier.

Inscrire notre combat dans le cadre de l'unité populaire, telle était en effet la conclusion majeure du Conseil national. Jusqu'aux élections, y compris dans notre soutien à François Mitterrand, dès le premier coup, le P.S.U. a correctement développé cette ligne. D'où le regain d'audience qu'il a enregistré.

C'est encore cette orientation qu'il lui faut maintenir en développant audacieusement le débat et le combat, en termes d'unité d'action, pas avec les seuls P.S. et C.F.D.T., mais avec l'ensemble des forces du mouvement ouvrier. C'est aussi la condition pour que les forces du socialisme autogestionnaire se retrouvent et se reconnaissent.

Alors se créeront les conditions de restructuration politique permettant de réunir dans une seule organisation, les militants, où qu'ils soient aujourd'hui, qui se reconnaissent dans le socialisme autogestionnaire.

Dans la mesure où les Assises d'octobre s'inscriront dans cette perspective, elles ne pourront être riches dans leurs conclusions. Mais dans cette mesure seulement.

Christian GUERCHE ■

« l'appel du 11 juin » — qui aujourd'hui se retrouvent sur la stratégie du contrôle ouvrier et du contrôle populaire ; cette force n'est pas organisée et les sirènes crypto-démocrates contribuent encore plus à la désorganiser. Mais sans elle, alors oui, aucune victoire, de quelque sorte que ce soit, n'est possible. Il faut lui ménager plusieurs niveaux d'unification : celui qui permettra de coordonner les mouvements de masse anticapitalistes et celui, proprement politique, au niveau du parti. L'un n'ira pas sans l'autre. Mais dans les deux cas, sans initiative du PSU, rien ne se fera. On voudra bien nous excuser si nos propositions sont un tant soit peu dialectiques...

Evidemment, il ne s'agit pas d'une « reconstruction de l'extrême gauche sur une base autogestionnaire » si l'on entend par là quelque chose d'analogue

avec ce qui se trame du côté du PS. Nous ne rêvons pas de grandioses restructurations... nous voudrions simplement structurer ! Nous n'opposons pas à des opérations d'appareil d'autres opérations d'appareil (lesquelles, d'ailleurs ? mais nous voulons impliquer les immenses couches militantes qui sont en attente de notre côté et qu'on risque de rejeter ou de fourvoyer dans une manipulation confusionniste.

Prenons garde à l'importance historique du choix que nous ferons : ou accepter l'hégémonie du réformisme sur tout ce qui, à gauche, réclame, le modèle stalinien ; ou faire fructifier ce que nous avons amassé, notamment depuis Toulouse, au bénéfice d'une véritable victoire des travailleurs. Le reste n'est que littérature.

Michel MOUSEL ■

LA CHINE

EN PRISE DIRECTE

Abonnez-vous
aux

PERIODIQUES CHINOIS
en français

LE PHENIX

72 Bd de Sébastopol
PARIS 3ème

**ils étaient
40 000 à la
Porte de Versailles**

La J.O.C. pour quoi faire ?

Début juillet, 40 000 jeunes travailleurs à la Porte de Versailles pour « Objectif 1974 » : la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) rappelait — et avec quel éclat ! — qu'elle est une composante importante du mouvement ouvrier. La moitié des adhérents de la CFDT et un cinquième environ des cadres de la CGT sont d'anciens membres de la JOC, qui est sans doute — si l'on exclut la région parisienne où les jeunesses communistes sont très actives — le premier mouvement de jeunes travailleurs de France.

Le mouvement qui existe depuis 1927 a beaucoup changé : quoi de commun entre les rassemblements de l'entre-deux-guerres, encore timides, contraints, dirigés par des prêtres, et « Objectifs 1974 », cette grande fête populaire, ce forum combatif de trois jours qui a attiré à Paris les deux tiers des 60 000 adhérents du mouvement.

Puissant mouvement que celui qui lance une enquête auprès de 400 000 jeunes travailleurs, reçoit 80 000 réponses, et peut en conclure que 94 % des jeunes travaillent plus de 40 heures par semaine ; que 83 % des 13/16 ans n'ont pas de diplôme professionnel ; que, dans l'immense majorité des cas, on reste manoeuvre de père en fils ; que 41 % des moins de 18 ans gagnent moins de 300 F par mois, etc.

Puissant mouvement encore que celui qui peut organiser simultanément à la Porte de Versailles, à la Mutualité, et au Palais des Congrès des forums suivis par plusieurs milliers de participants sur les apprentis, les « petites boîtes »,

les travailleurs handicapés, les employés de maison, les femmes, les jeunes chômeurs, les soldats du contingent, les scolaires, avec chaque fois des revendications, des luttes à mener ensemble.

« Nous sommes 40 000 : on va nous voir, on va nous entendre, on va nous écouter, disait l'adresse aux congressistes, il faut que tout le monde le sache : nous voulons la libération de toute la jeunesse ouvrière. Celle de France et celle du monde... »



« Objectif 74, pourquoi ? » C'est la première question que nous avons posée à Daniel Prin, principal organisateur de ces journées.

● Daniel Prin : C'est une habitude pour nous, à la JOC, une tradition et une nécessité à la fois. Cette mise en commun des expériences des dernières années, c'est très enthousiasmant, ça entraîne tout le monde à un redémarrage de l'action. On est « redynamisés » pour un bout de temps. On constate qu'on n'est pas seuls à agir, qu'on est 40 000 venus de toute la France, de toutes les professions, de tous les collèges, et ça prend une autre dimension.

Ceci dit, on ne peut pas recommencer trop souvent l'expérience : le dernier grand rassemblement remonte à sept ans ; pour préparer « Objectif 1974 », il a fallu travailler pendant plus de deux ans ; et depuis trois mois, une quarantaine de personnes ne s'occupaient plus que de ça...

● La JOC prend-elle part directement au combat syndical ?

● Daniel Prin : ça dépend beaucoup des cas, et du niveau de conscience des « jocistes ». L'implantation varie beaucoup suivant les entreprises et l'âge des adhérents. Pour ceux qui ont 25 ans, la JOC — qui est quand même un mouvement apostolique — sert surtout à réfléchir ensemble, à approfondir sa foi. Pour les 16-18 ans, dans une petite boîte, par exemple elle peut aider au démarrage d'une section syndicale, ou à faire inscrire

au cahier des revendications quelque chose de spécifique, comme la cinquième semaine de congés payés.

En pratique, le plus souvent, les militants d'une entreprise, d'un quartier ou d'un collège se réunissent une fois tous les quinze jours en moyenne ; ils font le point, effectuent ce que nous appelons une « révision de vie ». Mais le point de départ, c'est toujours un élément de la vie concrète quotidienne : une problème d'hygiène et de sécurité dans une usine, un problème de circulation ou de loisirs dans un quartier, une question de méthode ou de programme dans une école. Une grande part est faite aussi à la formation à l'intérieur du mouvement : il y a 90 000 journées de formation par an, au niveau fédéral ou local, sous forme d'une semaine ou d'un week-end.

De manière générale, les actions JOC ne sont pas directement syndicales. Elles sont parfois un point de départ, mais elles ne se substituent jamais à l'action des syndicats.

● Comment fonctionne la JOC ?

● Daniel Prin : il y a des groupes de base, qui sont coordonnés dans des fédérations. Elles sont au nombre de 200 pour le mouvement masculin (et autant pour les filles) et leur implantation correspond en gros aux zones de concentration industrielle. Ainsi, il y a dix-sept fédérations dans

le Nord, mais il n'y en a que deux en Loire-Atlantique, etc. A cet échelon travaillent, selon les cas, de cinq à vingt responsables fédéraux. L'organe de décision est le Conseil national qui se réunit tous les deux ans, avec deux délégués par fédération ; et le conseil national restreint, convoqué deux fois par an, qui prend les décisions à plus court terme. Un comité central composé de treize permanents siège à Paris. Il est mandaté pour trois ans. Une cinquantaine de personnes travaillent à temps plein au siège du mouvement.

● Quel est le lien de la JOC avec l'église officielle ?

● Daniel Prin : il n'y a pas de gros problèmes. Nous rencontrons trois ou quatre fois par an la commission épiscopale du monde ouvrier. Nous avons les uns vis à vis des autres la même attitude d'écoute, de recherche. Ceci dit, on n'a pas des amis partout dans l'Eglise. Il n'y a qu'à voir les articles de « Minute » par exemple. Mais cela nous préoccupe peu, car la JOC, ce n'est pas l'Eglise ; c'est un mouvement où la classe ouvrière vit sa foi. On ne demande à personne de nous dire si c'est bien ou mal ; on demande seulement qu'on reconnaisse que les valeurs que nous y vivons comme étant d'essence évangélique : la solidarité, le partage par exemple. Ce sont des choses dont l'Eglise a fini par prendre acte, à travers Vatican II par exemple.

ils sont partis
sans laisser d'adresse
mais
ils n'ont pas oublié
la souscription

**C.C.P. PSU PARIS
14.020.44**

